l'unité

M 2805 - N° 474 - 7 F — L'hebdomadaire du Parti socialiste — 25 juin 1982

GOUVERNEMENT

D'abord la confiance

(page 2)

SYNDICATS

La sortie du blocage

(page 2)

PARTI SOCIALISTE

L'esprit de responsabilité

(page 4)

INTERVIEW

Michel Rocard parle du Plan

(page 5)

AMERIQUE LATINE

Guillermo Ungo: "Je vous demande d'avoir confiance dans la lutte du peuple d'El Salvador"

(page 9)

OPERA

Régine Crespin: "Chanter c'est un acte d'amour"

(page 13)



SOLIDAIRES POUR GAGNER

PAR CLAUDE ESTIER

Les règles constitutionnelles ont donc amené l'Assemblée nationale à approuver à trois reprises en quelques jours, en votant la confiance ou en refusant la censure, la politique économique et sociale du gouvernement et plus précisément le plan de blocage pour quatre mois de l'ensemble des revenus et des prix. Etrange paradoxe, alors qu'en montant mercredi après-midi à la tribune du Palais Bourbon Pierre Mauroy pouvait avoir le sentiment, suivant l'expression de plusieurs journaux, de s'avancer seul contre tous.

La situation est pourtant fort différente. Sans doute ne pouvait-on imaginer que les mesures draconiennes, annoncées à la suite de la dévaluation du franc et prises effectivement au conseil des ministres de mardi, déclenchent l'enthousiasme chez qui que ce soit. En approuvant ces mesures, la convention nationale du P.s. avait elle-même souligné dimanche que la rigueur demandée aux salariés, et que la grande majorité d'entre eux est prête à accepter, deviendrait par contre inacceptable « si les autres agents économiques refusaient de jouer le jeu ».

La loi-cadre soumise au Parlement répond à ces impératifs dans la mesure où elle concerne à la fois les rémunérations, les prix, les loyers, les dividendes, les contrats publics qui se trouvent donc, les uns et les autres, figés pour quatre mois. Chacun est donc touché, d'où le tollé général contre les mesures gouvernementales, mais ceux-là même qui critiquent ou protestent — dans le souci parfois de prendre date en cas d'échec — ne contestent pas que ces mesures soient courageuses. L'exception au blocage faite en faveur des travailleurs payés au S.m.i.c., la réaffirmation par le président de la République lui-même que le pouvoir d'achat des familles ne sera pas touché montrent d'ailleurs que le gouvernement s'efforce de répartir le plus équitablement possible les sacrifices temporaires demandés aux Français.

S'agit-il en fin de compte d'un défi, comme disent les uns ou d'un pari, comme d'autres l'affirment ? La question ne doit pas être, à notre sens, posée en ces termes. Nous avons écrit assez souvent dans ce journal que bien qu'ayant obtenu en matière de hausse des prix des résultats moins mauvais que ceux des dernières années du gouvernement Giscard-Barre, nous ne pouvions plus laisser se creuser de mois en mois le « différentiel d'inflation » entre la France et les pays voisins, qui sont ses principaux partenaires économiques. La faute politique — puisque certains croient devoir employer cette expression — aurait été de laisser s'aggraver encore cette situation jusqu'à ce qu'il soit trop tard pour la redresser.

Le gouvernement s'y est refusé en ayant recours à un « remède de cheval ». Il a eu raison. Nous l'approuvons, et si d'autres préfèrent se dérober en pratiquant le jeu dangereux du « un pied dedans, un pied dehors », nous sommes prêts, quant à nous, à soutenir son appel à la mobilisation des Français.

Nous disons seulement que cet effort qui est demandé à tous pendant quatre mois n'aurait pas grand sens si une politique à plus long terme n'était pas mise en place pendant cette période. Il ne s'agit pas selement des négociations avec les partenaires sociaux pour préparer la « sortie du blocage », mais aussi d'une réflexion active sur les réformes structurelles nécessaires pour juguler durablement l'inflation française sans aboutir pour autant à cet accroissement dramatique du chômage que connaissent les autres grands pays occidentaux.

Comme l'ont souligné à la tribune et Pierre Mauroy engageant la responsabilité du gouvernement et Lionel Jospin parlant au nom du groupe socialiste, c'est un débat sérieux qui vaut mieux que les arguties cyniques de Jacques Chirac et de ses amis de la majorité d'hier, oublieux de leurs propres échecs et de la situation catastrophique dans laquelle ils ont laissé l'économie française. Un débat sérieux que le gouvernement à direction socialiste a eu le courage de porter devant tout le pays. En prenant des risques, sans doute, mais d'abord celui de gagner.

Fondation Jean-Jaurès

GOUVERNEMENT

D'abord la confiance

Pour gagner la "guerre économique" il faut maintenir l'effort industriel, bloquer la spirale inflationniste et, enfin, reconquérir le marché national

PAR GUY PERRIMOND

LES guerres ne sont pas toutes menées par les militaires. Et les moins visibles — mais ce ne sont pas les moins « meurtrières » —, les guerres économiques, mettent en œuvre des armes étranges : la monnaie, l'inflation, les règles commerciales. Difficile, sans déclaration de guerre, sans affiches administratives sur les murs, sans convoi de réservistes, de mesurer l'intensité d'un conflit. Il faut lire la cote des marchés de changes, les résultats du commerce extérieur, les divers indices qui résument l'état d'un pays pour décrypter l'évolution du « combat ». Et « l'ennemi » étant le plus souvent difficilement identifiable, rarement unique, la « mobilisation » d'une nation pose quelques problèmes.

Or, qu'on le veuille ou non, la France doit faire face à une guerre économique de première ampleur. Le front extérieur est connu : les taux d'intérêts américains, le dollar, les pratiques commerciales sont les armes utilisées par certains, en premier lieu les U.s.a., contre d'autres, et tout d'abord contre l'Europe. Puis il y a le front intérieur. Là tout se complique, car la « bonne foi » des uns ou des autres masque souvent des pratiques qui risquent fort de déstabiliser un pays : par exemple l'inflation ou l'investissement.

Ne pas vouloir admettre cette comparaison « guerrière », c'est tout à la fois se refuser les moyens de résister à la crise, tenter de faire porter sur le gouvernement actuel les conséquences de pratiques antérieures, et surtout limiter les choix d'intervention... à l'application des remèdes appliqués par la droite, sans résultat, ces dernières années.

Pour comprendre les décisions de ces dernières semaines — dévaluation, blocage des prix et des revenus, etc. —, il faut partir des dangers qui pèsent sur notre économie. Donc sur la poursuite du changement ! Dès lors, tout devient plus simple.

D'abord le constat...

Depuis un an, que s'est-il passé en France ? Tout d'abord une volonté de réduire les inégalités. Le rapport sur les comptes de la nation de l'année 1981 présente très simplement les choses : le pouvoir d'achat du S.m.i.c. a augmenté de plus de 4 %. Quant aux salaires nets des autres grandes catégories (ouvriers, employés, cadres), leur pouvoir d'achat s'est accru, l'année dernière, d'environ 1 %. Alors qu'en 1979 et 1980 il avait régressé ! Puis sont venues les réformes structurelles et, en premier lieu, les nationalisations. Enfin, l'effort industriel. Or, le résultat de cet effort est compromis. L'évolution aberrante du dollar, la pression sur les taux d'intérêts placent l'Europe et plus particulièrement la France dans une situation de plus en plus difficile. De surcroît, la faiblesse de l'investissement productif et l'habitude profondément ancrée chez les divers agents économiques de jouer l'inflation ont favorisé, compte tenu de la relance induite par la hausse, relative mais réelle, des revenus, un fort courant d'importation, alors que nos exportations subissaient le contrecoup de la récession mondiale. Sans même parler des pressions sur le franc justifiées par le « différentiel d'inflation ».

Ce constat permet de comprendre la logique des décisions gouvernementales. Tout d'abord poursuivre l'effort de reconstruction — il n'y a pas d'autres mots — de notre industrie. Ensuite bloquer la spirale inflationniste et pour cela tenir, durant quelques mois, prix et revenus. Les tenir jusqu'à ce que de nouvelles pratiques sur l'évolution des uns et des autres aient été définies par les partenaires sociaux. Puis entreprendre un effort réel pour que la reconquête du marché national ne demeure pas un slogan. Enfin, sur le plan international, dire, fort, que les alliances politiques, pour être réelles, efficaces, impliquent sur le plan économique le respect des partenaires.

Reprenons en détaillant. La poursuite de l'effort industriel marque une priorité.



Pascal Lebrun

Réunion avec les partenaires sociaux à Matignon jeudi 17 juin.

Tout en réaffirmant que le déficit budgétaire sera limité à 3 % du produit national, le gouvernement marque ainsi sa volonté d'assurer un avenir à notre pays. Car, sans industrie performante, sans une recherche scientifique permettant des percées significatives dans les secteurs qui, demain, seront porteurs, il est évident que la France ne sortira pas de l'ornière où les gouvernements précédents l'ont laissée glisser. Et qu'il n'y aura pas de possibilité de réduire d'une manière significative le taux de chômage.

Du côté des prix et des revenus, le court et le long termes s'imbriquent. A court terme, il faut réduire le différentiel d'inflation mesuré avec nos principaux partenaires. Sans appliquer leur politique. Car cela signifierait passer à 2,5 ou 2,8 millions de chômeurs. Il est donc nécessaire de demander au corps social un effort brutal. Mais bénéfique. En effet, bien que la période ne soit pas des plus propices, les mois d'été à prix et revenus gelés peuvent être mis à profit pour définir des règles du jeu qui ne seront plus fondées sur des anticipations inflationnistes, mais sur une évolution plus juste du revenu des différentes catégories sociales. Et on retrouve là la notion de solidarité. Pour réussir, il ne faudrait pas que seul le gouvernement soit acteur. Mais que tous, comprenant la nécessité d'une telle cure de désintoxication, acceptent l'effort demandé. Et que si ce « tous » n'est pas pensable, que le plus grand nombre contraigne les « quelques-uns », qui placeraient leur intérêt personnel avant l'intérêt collectif, à revenir à une vue plus juste de la situation.

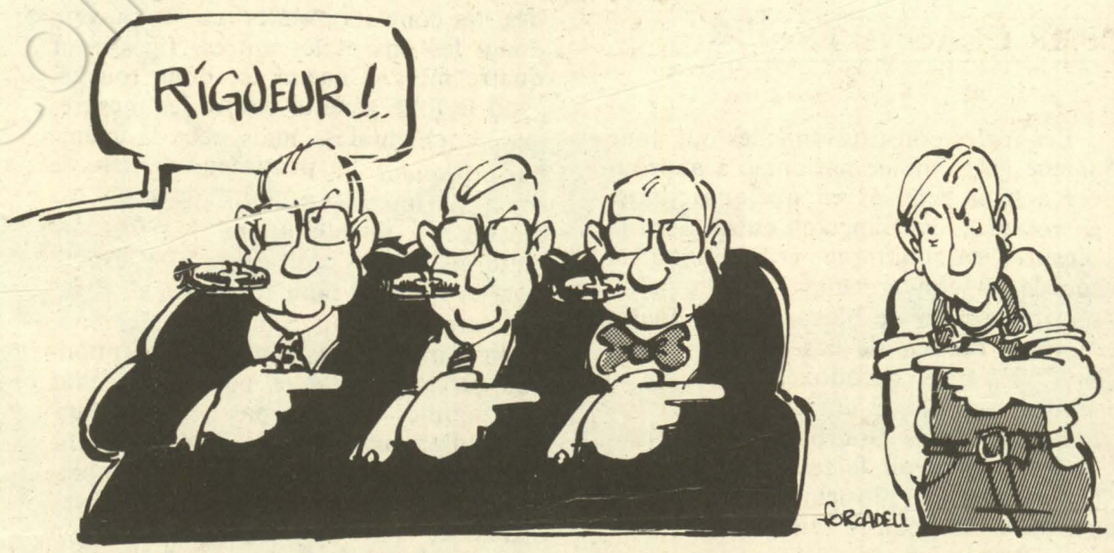
Puis l'effort de tous

Jean Auroux, le ministre du Travail, expliquait dimanche, au « Club de la Presse » d'Europe 1, que « c'est dans les difficultés que l'on juge les capacités d'un peuple », et il ajoutait : « Je n'ai pas une vision pessimiste des Français. Je crois que le peuple de France, dans ses forces vives, celui qui a voulu le 10 mai, ne laissera pas perdre par des difficultés conjoncturelles une victoire. Il a gagné le changement, maintenant il voudra le réussir. » Compte tenu des décisions prises, cet effort commun implique que soient indiqués à tous le coût et les bénéfices attendus. Autrement dit que gouvernement, partis, organisations diverses « mobilisent » les Français sur des objectifs clairs, ambitieux peut-être mais atteignables. La dimension psychologique compte, dans les guerres...

Mieux, ceux qui seraient tentés au nom de principes surannés, d'intérêts catégoriels de faire la fine bouche devraient réfléchir à l'image qu'auront d'eux les Français une fois les difficultés actuelles surmontées... D'autant que les conditions de sortie du blocage — sa durée même — sont fonction de l'intensité de l'effort collectif et de la volonté des partenaires sociaux. Car, il faut le répéter, le gouvernement, qui connaît les inconvénients évidents des blocages, a précisé que la sortie « devra être accompagnée d'accords étalant les hausses de revenus et de prix sur une durée assez longue pour consolider les résultats obtenus ». C'est dire si la politique conventionnelle a encore de beaux jours.

L'effort à fournir pour reconquérir le marché intérieur ne peut pas, lui non plus, être laissé au seul gouvernement. Certes, le président de la République a tenu durant le conseil des ministres à marquer l'importance de l'enjeu et les efforts que le gouvernement devait entreprendre en ce domaine. Mais il serait souhaitable que les consommateurs — et les entrepreneurs — comprennent où est leur véritable intérêt. Car si la pénétration de marchandises étrangères permet des choix plus variés, parfois des prix moindres, il est évident que les aspects négatifs du mécanisme sont « lourds ». Non seulement la relance déjà mesurée profite surtout à l'étranger — ce qui revient à une subvention française aux industries étrangères —, mais l'industrie française ne bénéficie plus, dès lors, d'un espace suffisant pour reprendre son essor. Le résultat est connu : le chômage demeure à des niveaux élevés. A cet égard il ne serait pas indifférent, si les pratiques de certains de nos partenaires ne se modifient pas, que l'Europe applique, à son profit, les mesures que les Etats-Unis par exemple pratiquent depuis longtemps.

Au total cet « effort de guerre », s'il est relayé, compris par tous, devrait porter ses fruits. Car pour la première fois l'effort demandé aux Français est « inégal ». Mais afin de réduire les inégalités : par exemple le blocage des salaires ne pèsera pas sur les smicards. Ce qui prouve, dans le domaine des inégalités également, que le gouvernement poursuit la politique voulue par les Français le 10 mai 1981. Et que si « guerre » il y a, on sait, à gauche, que la seule discipline qui permette les victoires est la discipline librement consentie, c'est-à-dire celle basée sur la confiance et des objectifs clairs et communs. Dans les semaines et les mois à venir, c'est cette confiance qu'il convient, d'abord, de préserver. Le reste ne sera, si l'on y parvient, que détails. ●



SYNDICATS

La sortie du blocage

La préparation, dès maintenant, d'une solution négociée pour le mois d'octobre montre que la politique contractuelle n'est pas morte

PAR MICHELE KESPI

« IL est évident que ce dispositif est nécessaire, mais il est exceptionnel et temporaire. » A la sortie du conseil des ministres du 22 juin, où a été adopté le projet de loi instaurant le blocage des prix, des loyers, des dividendes, des honoraires et des rémunérations, Pierre Beregovoy a souligné que ces nouvelles dispositions n'avaient rien d'éternel.

Ce blocage des rémunérations dont l'échéance est fixé à quatre mois, et qui peut être, dans certains cas, ramené à trois, concerne tout le monde. Nul n'échappe à ces mesures qui visent salariés du privé, du public, des entreprises nationalisées et des collectivités locales, ainsi que les non-salariés. Et blocage des rémunérations ne signifie pas uniquement blocage des salaires : il concerne également d'éventuelles augmentations de primes ou d'indemnités, à partir du moment où elles sont soumises

à des cotisations sociales. Mais si une prime de vacances est prévue dans un contrat d'entreprise pour le 1er juillet, elle sera versée. Pas question, cependant, de l'augmenter.

Deux catégories échappent à la règle commune des quatre mois à venir. Les « smicards », évidemment, qui verront, comme prévu, le smic augmenter de 3,2 % au 1er juillet. Et tous ceux qui ont signé, avant le 11 juin, un accord pour une augmentation prenant effet le 1er juin.

Si les rémunérations brutes (qu'elles soient collectives, catégorielles ou individuelles) ne peuvent faire l'objet de majorations, le gouvernement a cependant tenu compte de cas particuliers. Ainsi, un salarié, qui, pendant la période du blocage, doit voir augmenter sa prime d'ancienneté, touchera cette augmentation comme prévu.

Les promotions professionnelles donnant lieu à une augmentation ne sont pas concernées par le blocage. A condition, précise-t-on au ministère du Travail, qu'elles soient liées « à un changement effectif et durable de poste ou de qualification ». Un exemple concret : un agent de maîtrise part en retraite au mois d'août. Il est remplacé par un P3 qui devient donc agent de maîtrise. Le bénéficiaire de cette promotion verra son salaire augmenter.

Il n'est pas étonnant que ces mesures aient été accueillies par un tollé général mais il faut peut-être voir un peu plus loin que les déclarations des uns et des autres, aussi brutales que soient certaines d'entre elles.

Le C.n.p.f. lui-même a gardé un ton modéré dans le communiqué publié mardi après-midi. Certes, « le blocage des prix est une mesure inadaptée... » Cependant, « les chefs d'entreprise sont décidés à s'associer à l'effort collectif de redressement », même s'ils sont « en désaccord avec les moyens mis en œuvre ». D'autre part, ils « prennent acte de l'engagement du gouvernement selon laquelle la liberté de fixation des salaires et des prix retrouveront leur plein effet dans les trois mois ». Le jour même, par des voix plus discrètes, les patrons ont fait savoir au ministère du travail qu'ils étaient d'accord pour jouer le jeu de la négociation et pour demander à leurs branches professionnelles d'en faire de même. Ils ont proposé que l'on fasse, dans chaque branche, début septembre, le bilan de la réduction et de l'aménagement du temps de travail. Ils sont également prêts à débattre des orientations de la politique salariale.

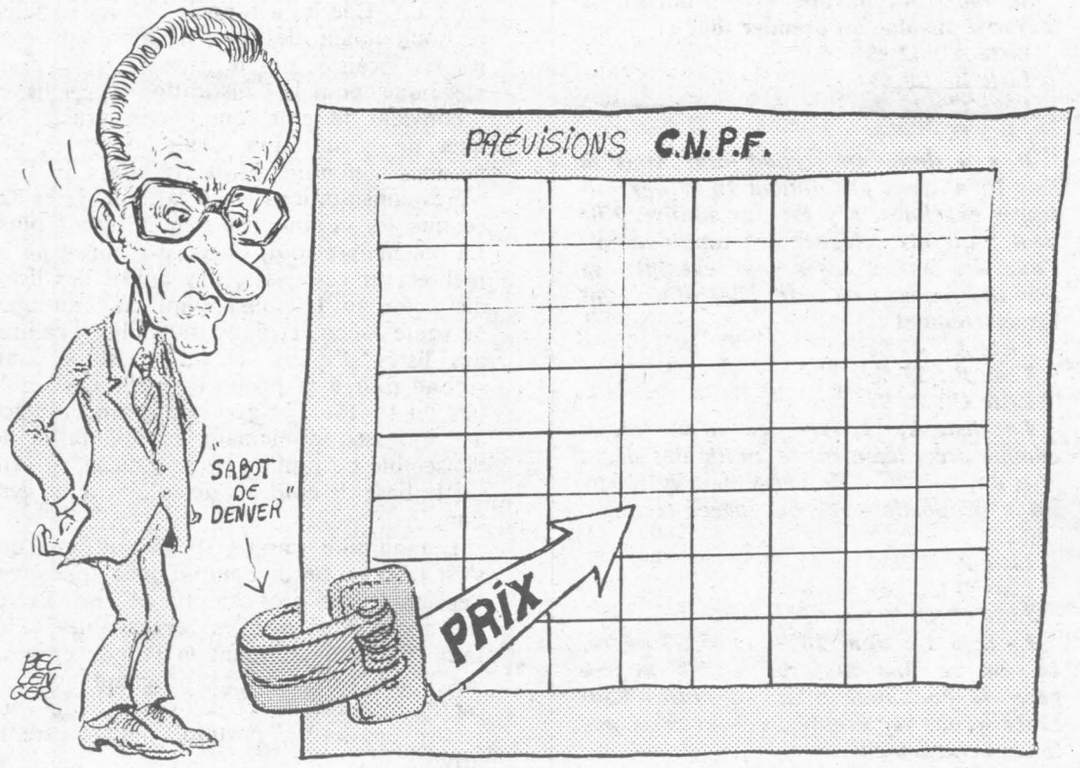
Du côté syndical, c'est à Force ouvrière que l'on enregistre le plus grand mécontentement. Rien d'étonnant à ce que la suspension de la loi de 1950 rétablissant la liberté de négociation ne soit pas du goût de F.o. : elle avait, à l'époque, organisé une grève pour l'obtenir. On connaît également l'attachement de cette organisation à la politique contractuelle qui a toujours été son principal cheval de bataille. Mais il est étonnant de voir André Bergeron réagir comme s'il n'avait pas eu connaissance des propos de Pierre Beregovoy : « Les principes de liberté de négociations collectives des rémunérations et de liberté des prix retrouveront leur plein effet à l'issue de cette période. » André Bergeron accuse : « Nous ne sommes pas d'accord. Pour la première fois depuis 1950, on met en cause la liberté de négociation. Je pense que le gouvernement commet une erreur grave dont on mesurera les prolongements dans les mois qui viennent. »

A la C.f.d.t. aussi, on désapprouve le dépôt d'un projet de loi. Oui à une politique de rigueur, mais « l'attitude dirigiste du gouvernement ne permettra pas de tenir compte de la diversité des situations... Les dispositions prises en faveur du maintien du pouvoir d'achat du seul Smic sont insuffisantes ».

La C.g.t. est plus catégorique. Gérard Alezard, secrétaire confédéral, déclarait mardi après-midi à la presse : « Oui à un vrai blocage des prix. Non au blocage des salaires. La C.g.t. refuse le gel des salaires. Il s'agit d'une injustice sociale, d'une erreur économique et d'une faute politique » (Ce sont là les mêmes termes que ceux employés par Henri Krasucki, à Lille, pour fustiger les mesures d'austérité). Mais on ajoute vite, rue la Fayette, qu'il n'est pas question d'inciter les travailleurs à se tourner contre le gouvernement. La C.g.t. qui enregistre par ailleurs avec une satisfaction compréhensible le succès spectaculaire qu'elle vient de remporter à l'usine Citroën d'Aulnay-sous-Bois, envisage plutôt de lancer « une grande campagne nationale de lutte contre l'inflation ». En incitant, par exemple, à ses syndiqués du commerce à surveiller la valse des étiquettes...

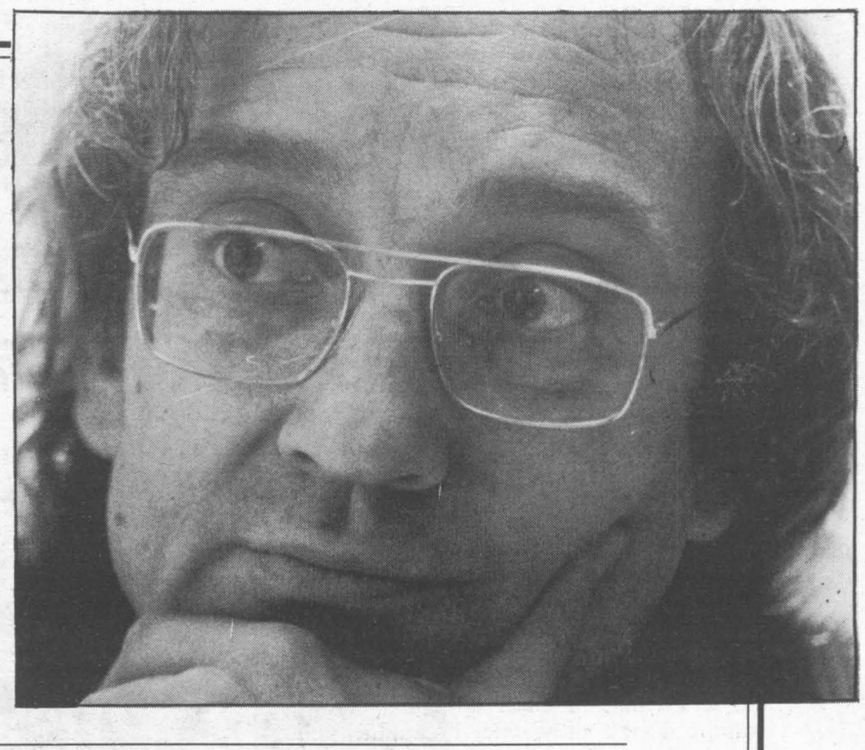
On peut se demander si ces désapprobations ne sont pas en fait des déclarations de principe tendant à rappeler la spécificité du mouvement syndical français. Les confédérations syndicales souhaitent se démarquer du gouvernement dans l'application d'une politique difficile. Mais elles n'ignorent pas que leurs adhérents et l'ensemble des travailleurs sont sensibles à la volonté de porter un coup décisif à l'inflation. Elles savent aussi, et les patrons avec elles, que les mécanismes de sortie du blocage seront l'objet de négociations. Dès le 15 juillet, le premier ministre, accompagné de Jacques Delors et de Jean Auroux, organisera une table ronde des partenaires sociaux pour aborder, déjà, les problèmes de la sortie.

Cette fin de blocage devra être accompagnée d'accords étalant les hausses de revenus et de prix sur une période assez longue, couvrant par exemple 1982 et 1983, pour consolider les résultats obtenus. Certes, le gouvernement demandera aux partenaires sociaux de garder un souci de modération. Mais en préparant dès maintenant une solution négociée à la sortie du blocage, il administre la preuve que, loin d'être morte, la politique contractuelle est bien vivante. ●



La chronique de Max Gallo

Scènes françaises



Pour comprendre et agir, les petites phrases entendues au hasard sont aussi précieuses que les sondages

« CES connards, ils nous emmerdent avec leurs étiquettes. » J'ai hésité à écrire cette phrase. Je sais bien qu'elle ne reflète pas l'état de toute l'opinion, qu'elle n'est qu'une opinion et qu'à la transcrire ainsi, je lui donne une importance qu'elle n'a sans doute pas. Mais elle fait aussi partie de la réalité. Je l'ai entendue, pas inventée. Elle se cache, habituellement, sous les chiffres que nous livrent les sondages : tant de Français pour le contrôle des prix, tant d'autres qui lui sont hostiles. Et voilà qu'on perd de vue, avec ces pourcentages et ces abstractions, l'accent du réel, le visage de ceux qui répondent. Or une réaction politique, un comportement ne sont pas faits que de raison, mais aussi de ce ton qu'on donne à la raison.

Et donc si nous voulons savoir pour comprendre et agir, ces petites phrases qu'on entend au hasard, elles sont aussi précieuses que les chiffres des sondages. Même s'il faut se souvenir que, d'une classe à l'autre, l'accent change et qu'il ne faut pas prendre quelques mots saisis au vol pour l'expression d'un sentiment collectif.

Mais enfin, ils étaient bien vivants, ces deux hommes jeunes, moins de quarante ans qui avaient ouvert leurs registres et leurs catalogues sur une des tables du café de l'aéroport. L'un avait sorti sa machine à calculer, l'autre — le plus vieux — remplissait les colonnes de chiffres. J'étais assis à la même table, je lisais une page du « Roman de la rose » (le Seuil), un livre dans lequel deux journalistes de talent — Du Roy et Schneider — retracent la longue marche des socialistes. Je mesurais une fois de plus combien cette victoire de mai-juin 1981 avait été le fruit d'un long travail, dans lequel à plusieurs reprises il avait pu sembler que tout espoir devait être perdu, et pourtant, au terme, ç'avaient été l'élection de Français Mitterrand et celle de la majorité de gauche. Un an déjà.

Les deux hommes près de moi se souciaient peu de cette histoire et de ces enjeux. « Combien a-t-il pris de poudre », demandait l'un ? « Il fait 40 p. 100 de son chiffre d'affaires avec les gros modèles », répondait l'autre. Leur réalité, peu à peu, repoussait la mienne, je les écoutais. « Vous voulez un café ? », questionnait le plus jeune. Il se levait, posait la tasse sur la table : « Voilà chef. » Un monde sans beaucoup de gaieté. Les deux hommes étaient préoccupés avec leur accroissement de chiffre d'affaires à réaliser, les supermarchés à approvisionner en poudre, vite, les campagnes promotionnelles à mettre en route, les arguments à trouver. Tout à coup le chef s'interrompit : « Et les étiquettes, ils ont commencé à les contrôler ? » Depuis samedi, expliquait l'autre, des inspecteurs notaient les prix. Le chef sans hargne, sur le même ton gris, dit : « Il va falloir se débrouiller, ces connards, ils nous emmerdent avec leurs étiquettes, il va falloir leur foutre un clash. » Puis il reprit ses calculs, ses règles de trois, ses pourcentages de poudre et de paillettes et la date des futures livraisons.

Même pas de passion dans cette dernière phrase : « Il va falloir leur foutre un clash », auquel bien sûr il ne faut accorder que l'importance d'une aigreur de certaines couches sociales que nos orientations économiques gênent dans leur travail quotidien. Mais c'est aussi à partir de ces impatiences, de ces humeurs, que se créent les mouvements politiques et que se recrutent des adhérents.

J'ai donc noté la phrase. On appelait les passagers de mon vol. Dans la salle, à mi-voix, un couple comme il faut et dans le vent, écouteur de walkman glissé autour du cou, se révoltait parce que les familles avec enfants passaient les premières, et la jeune femme se moquait de ceux qui « avec leurs chiens et leurs gosses » gênaient tout le monde.

Une nouvelle fois, ce n'est qu'une phrase dérobée, une petite scène de la vie courante, mais significative aussi de ces résistances instinctives à la « solidarité », de cette défense avec becs et ongles de son propre territoire, qui est bien sûr vertu — car la fusion totalitaire dans d'hypothétiques paradis collectivistes est pire — mais qui exprime un égoïsme ranci, presque une haine de l'autre, avec lesquels nous devons — dans certaines couches sociales — compter.

AU terme du voyage j'ai retrouvé avec joie la fébrilité de ma permanence. Quelques camarades — Pierre et Dominique, l'un avec le regard un peu rêveur de ceux qui donnent leur vie aux autres, à l'avenir, avec insouciance et même gaieté, l'autre avec la détermination ironique et lucide des jeunes femmes d'aujourd'hui — depuis quelques jours, se consacraient à la préparation de notre fête de la Rose. L'air de rien une fête, pour ceux qui débarquent de leur avion ou de leur voiture et parcourent en souriant les stands. Mille pièges en fait : depuis l'orage qui peut crever en plein milieu du bal, jusqu'aux huit cents repas servis et à la piste de danse qu'il faut aller louer — l'argent, l'argent... — et aux militants auxquels il faut demander un effort de plus. Et l'attente. Puis enfin l'espace se remplit aux frontières de cette ville neuve — gérée par les socialistes. La fête est un succès. On reconnaît les visages, on cherche des noms, on serre les mains. Les préoccupations affleurent. Individuelles. Collectives. Un dossier qui traîne pour... le service militaire à six mois qu'on espérait. Et voici la plus vieille militante du département. Et les jeunes socialistes qui ont fait trois mille francs de bénéfice. Images d'Epinal ? Elles font aussi partie de la réalité. Comme des deux camarades, qui n'ont pas participé au dîner parce que le prix demandé était trop élevé, qu'ils sont tous deux aux chômage et qu'ils ont refusé de se laisser inviter. Depuis un an, ils ont été de toutes nos actions, distribué les tracts, affiché. Et ils nous laissent au moment du « banquet » qui, tout à coup, a un goût amer. Et pour les cent ouvriers d'une entreprise qui ferme ses portes, définitivement, cette semaine, vendue bien avant la venue de la gauche au pouvoir à un groupe étranger qui l'a démantelée, la fête n'est qu'un entracte dans l'inquiétude. Meeting demain, délégations, peut-être occupation.

D'un visage à l'autre : réalités contradictoires. Des enfants font la ronde et lâchent des ballons, et un adolescent handicapé me suit, s'assied près de moi, tente de participer aux conversations, essaie de se faire comprendre, me prend la main et la serre. Je lui parle. Il rit, s'enfuit, revient. Me tend un papier où est écrit son prénom. Mais il ne peut le prononcer. On nous appelle à la tribune, nous qui devons parler. De l'estrade, on aperçoit tout le panorama. Les sommets et le fleuve. Les maisons neuves et ces larges avenues ouvertes à flanc de collines. Les arbres sont encore rares et leur tronc est frêle. Mais le vert des feuilles est vif.

« Chers amis, chers camarades... » ●

PARTI SOCIALISTE

L'esprit de responsabilité

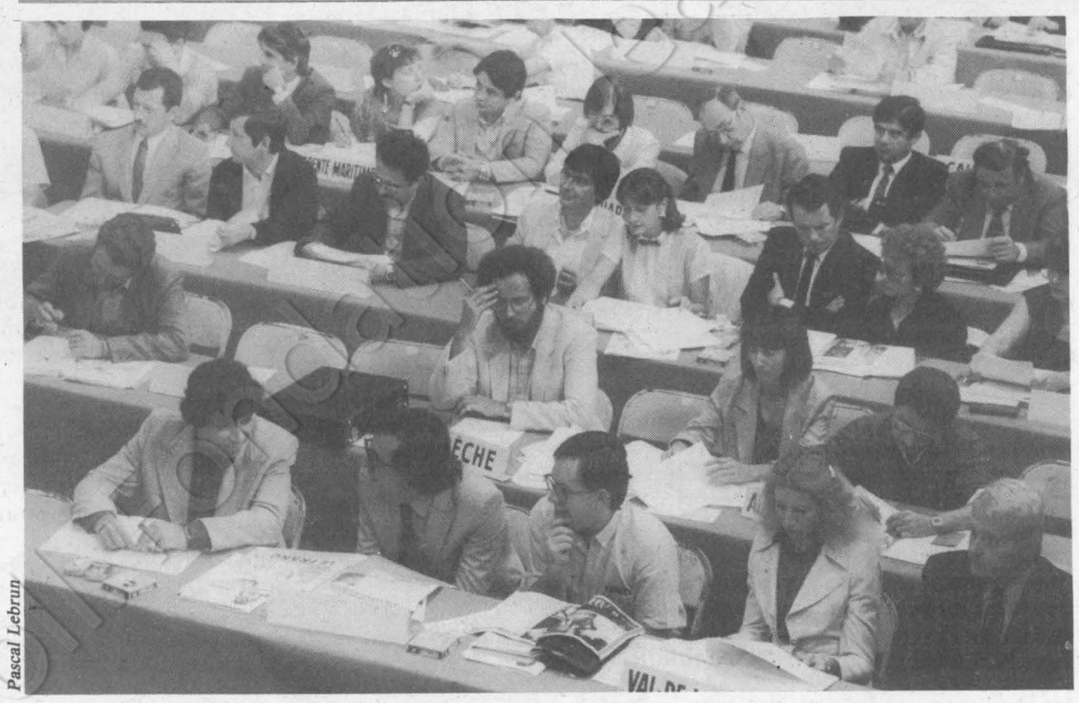
La Convention de Cachan a montré que les socialistes sont prêts à affronter à la fois la bataille de la "seconde phase" et celle des municipales

PAR ANTOINE VIOLET

CONVOQUÉE pour discuter de la loi électorale, du mode de désignation des candidats et des alliances pour les élections municipales du printemps 1983, la Convention nationale extraordinaire du P.s., qui a siégé samedi et dimanche à Cachan, a aussi largement évoqué, comme il était prévisible, l'actualité politique et économique, les mesures d'accompagnement de la dévaluation du franc et, plus généralement, le climat dans lequel s'engage la deuxième phase de l'action gouvernementale. La résolution adoptée à l'unanimité, juste avant le discours de clôture de Lionel Jospin qui en a développé les principaux thèmes, approuve les mesures prises par le gouvernement, mais définit les conditions à remplir — rigueur et mobilisation — pour qu'elles n'aboutissent pas à un échec.






Pascal Lebrun

L'ordre du jour proprement dit de la Convention, c'est-à-dire les questions électorales, a cependant occupé une large part des interventions en séance plénière et en commission des résolutions. Pour aboutir, là aussi, à des décisions claires, rapportées respectivement par Paul Quilès et Jean Poperen.

En ce qui concerne la désignation des candidats socialistes, le pouvoir reste aux sections, comme le stipule l'article 49 des statuts du parti. Mais la méthode de désignation retenue laisse une possibilité d'intervention aux fédérations, puisque la commission exécutive fédérale devra valider la tête de liste désignée par les adhérents de la circonscription. Cette procédure de désignation, qui doit également tenir compte d'une présence féminine d'au moins 30 % sur les listes, peut être ouverte dès maintenant et sera close avant le Comité directeur du début décembre. En cas de désaccord entre une section et la fédération, c'est précisément le Comité directeur qui tranchera pour les villes de plus de 20 000 habitants.

Pour ce qui est des alliances, les fédérations auront également à apprécier les propositions des sections et à coordonner les négociations menées au niveau local, le Comité directeur intervenant là encore, le cas échéant, pour les villes de plus de 20 000 habitants. Mais, en tout état de cause, ces négociations pour les alliances devront s'orienter en fonction des principes nettement définis dans la résolution adoptée par la Convention, et qui se réfère à la politique d'union que le Parti « a maintenue en toutes circonstances, y compris les plus difficiles ». Il s'agit aujourd'hui, comme l'a souligné Jean Poperen, de réaliser dans toutes les communes, sur la base de l'union des partis de gauche, le rassemblement le plus large en ouvrant les listes aux représentants des associations, des mouvements et aux personnalités qui concourent au changement.

La nouvelle loi électorale, que le conseil des ministres n'adoptera que le 30 juin et qui sera soumise au Parlement au cours de la session extraordinaire de juillet, a occupé une large place dans les préoccupations des secrétaires fédéraux. Faute d'un texte définitif, la discussion a porté sur les modalités connues et confirmées dans l'intervention de samedi du ministre de l'Intérieur, Gaston Defferre.

La Convention a apprécié que, conformément aux engagements pris, le gouvernement de gauche respecte le pluralisme — ce qui n'était pas le cas jusqu'à présent — en prévoyant la représentation des courants minoritaires dans les conseils municipaux. Le projet de loi répond donc à la fois à l'exigence de démocratie et à celle de stabilité, puisque la prime majoritaire, prévue pour la liste arrivée en tête, assurera une majorité stable dans chaque commune. A noter que le Parti socialiste souhaite que ce système s'applique à toutes les communes de plus de 2 500 habitants — ce qui est également la position du P.c.f. — alors que le gouvernement ne semble le prévoir que pour celles de plus de 5 000 habitants.

Un point délicat était le problème du nombre de listes pouvant être admises au second tour. La proposition actuelle du gouvernement, prévoyant que toute liste ayant obtenu plus de 10 % des suffrages exprimés au premier tour pourra se maintenir au second, a donné lieu à une longue discussion. Elle a finalement été approuvée par 106 mandats contre 44, et 21 abstentions, la minorité ayant défendu la thèse que seules les deux premières listes pourraient être admises au second tour. Mais la Convention a tenu à préciser que la formule adoptée n'a de sens « que si les partis de gauche parviennent à un accord politique d'ensemble, cet accord devant lui-même reposer sur une confiance mutuelle ».

C'est dans cet esprit que la délégation du P.s., conduite par Jean Poperen et Marcel Debarge, a rencontré à nouveau mardi celle du P.c.f. Elle lui a rappelé que les socialistes souhaitaient des listes d'union dans toutes les localités dès le premier tour. Mais aussi que, pour la constitution de ces listes, il convient de tenir compte des caractéristiques de la situation locale, du bilan des gestions communes et des résultats des dernières consultations électorales de 81 et 82, ce que les communistes ne refusent plus. Là où, malgré tout, l'accord n'aurait pu se réaliser sur ces bases, il y aurait des listes distinctes au 1er tour, étant entendu que, de toute façon, et dans toutes les localités, des listes d'union seront constituées au second tour à la proportionnelle des résultats du 1er tour, et que seront mis en place des bureaux municipaux représentatifs de l'ensemble de l'union de la gauche, et cela sur la base de contrats de solidarité de gestion.

L'unanimité (moins 15 abstentions) qui s'est faite en fin de compte pour approuver l'ensemble des propositions de Jean Poperen a confirmé que les responsables fédéraux du Parti abordent la grande épreuve des municipales de l'an prochain avec un esprit responsable et la volonté de tout mettre en œuvre, partout, pour battre la droite. ●

Ce que signifie la nouvelle loi électorale

Dans l'état actuel des choses, le projet de loi électorale (proportionnelle avec prime majoritaire) aurait la signification suivante. Imaginons un conseil municipal où 50 sièges sont à pourvoir. Deux cas peuvent se présenter :

Premier cas : une liste obtient la majorité absolue des suffrages exprimés au premier tour.

Liste A : 51 %
Liste B : 25 %
Liste C : 18 %
Liste D : 6 %

La liste A ayant obtenu la majorité absolue obtient d'abord la moitié des sièges plus un, soit 26. Elle participe ensuite à la répartition proportionnelle des sièges restants, soit :

Liste A (51 %) = 13
Liste B (25 %) = 6
Liste C (18 %) = 4
Liste D (6 %) = 1

La liste A obtient donc au total 26 + 13 = 39 sièges, les listes minoritaires étant représentées respectivement par six, quatre et un sièges. Dans le système actuel, la liste A emporte tous les sièges, les trois autres n'étant pas représentées.

Second cas : aucune liste n'obtient la majorité absolue au premier tour :

Liste A : 42 %
Liste B : 28 %
Liste C : 22 %
Liste D : 8 %

Il y a donc un second tour mais la liste D, n'ayant pas obtenu 10 % des suffrages exprimés, n'y est pas admise. Elle peut toutefois déléguer des candidats sur l'une des autres listes (par exemple, la liste B). Au second tour, elles obtiennent respectivement :

Liste A : 47 %
Liste B : 33 %
Liste C : 20 %

La liste A, arrivée en tête, reçoit comme précédemment la moitié des sièges plus un, soit 26. Elle participe à la répartition proportionnelle des sièges restants, soit :

Liste A (47 %) = 11
Liste B (33 %) = 8
Liste C (20 %) = 5

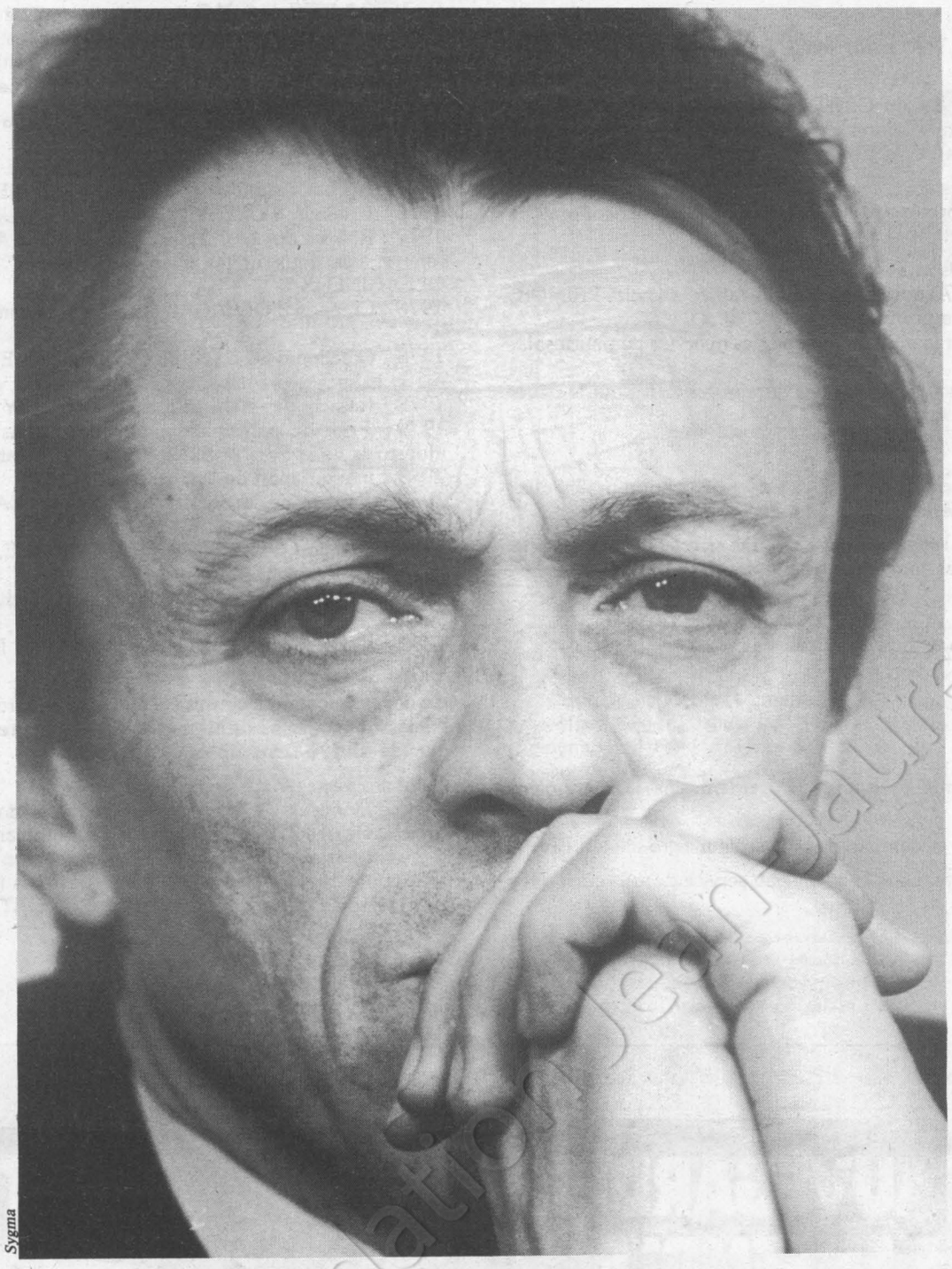
La liste A a donc 26 + 11 = 37 sièges. Là encore une majorité stable pourra gérer la commune mais les autres courants seront représentés, ce qui n'est pas le cas actuellement.

Michel Rocard parle du Plan

Pour le ministre d'Etat, la société française n'a pas encore pris conscience de la gravité de la crise mondiale. Nous devons renforcer nos points forts et pas seulement jouer les brancardiers

LA réforme de la planification préparée par Michel Rocard, ministre du Plan et de l'Aménagement du territoire, vient d'être adoptée par l'Assemblée nationale et va être examinée par le Sénat.

Dans une interview exclusive à « l'Unité », Michel Rocard analyse les grandes lignes de cette réforme qui prélude à l'élaboration du 9e plan quinquennal. Mais le ministre du Plan parle aussi de la situation de l'économie française et donne sa définition de la « rigueur socialiste ». « Il n'y a pas de barrisme de gauche, précise-t-il, le barrisme est de droite par définition ?



Sygma

« L'UNITE » : Vous venez de présenter à l'Assemblée nationale votre projet de loi portant réforme de la planification. Quelles sont les principales innovations de cette réforme ?

MICHEL ROCARD : Il y a cinq innovations importantes.

La première c'est l'extension du champ de la planification : les plans anciens s'appelaient plan de développement économique et social. Le 9e plan sera économique, social et culturel. C'est une extension significative qui résulte d'une option présidentielle devenue une priorité gouvernementale : prendre en compte la dimension culturelle sur le long terme et pas seulement à court terme de budget en budget.

La France a besoin d'accélérer sa mutation technique, d'être plus performante, et cela passe aussi par une amélioration de notre culture technique, une accoutumance de l'opinion tout entière aux problèmes économiques et technologiques. Il s'agit donc de la culture au sens le plus large — qui ne se limite pas aux beaux-arts.

La planification s'appliquera aussi désormais à la fonction de défense nationale. C'est très anormal qu'elle en ait été exclue jusque-là, car c'est une des grandes fonctions de l'Etat, elle a une importance budgétaire et économique considérable. On ne peut pas, par exemple, faire de l'aménagement du territoire sans tenir compte du plan de charge des arsenaux. On ne peut pas non plus faire une politique de recherche sans inclure la recherche militaire qui a quantité de retombées civiles, en termes de création d'emplois notamment. Les orientations de défense doivent donc être mises en cohérence avec les orientations générales, et c'est l'une des innovations de la nouvelle planification.

Nous essaierons aussi, et c'est difficile, de mieux situer le plan dans son environnement international, car nous dépendons beaucoup du monde extérieur. Et nous avons aussi la possibilité d'agir sur lui : nous ne sommes pas, loin de là, un pays marginal... Il faut donc intégrer la dimension européenne et l'importance croissante de nos relations avec le tiers monde.

— Vous avez expliqué que nous allions passer « du plan de l'Etat au plan de la Nation ». Concrètement, qu'est-ce que cela signifie ?

— J'allais y venir, car il s'agit là aussi d'un changement essentiel. C'est la seconde grande innovation : associer au plan les acteurs économiques non étatiques — les grandes entreprises, les régions, les forces sociales organisées. Le destin économique du pays n'est pas seulement entre les mains du gouvernement mais dépend très largement de ces acteurs et le plan va s'appuyer davantage sur eux. Ces agents économiques, on ne va pas seulement les consulter, ils seront associés à l'élaboration du plan — c'est la troisième innovation. Cette démocratisation a deux aspects. D'abord la loi sur les droits et libertés des collectivités locales qui reconnaît l'autonomie de décision des communes, des départements et des régions dans leur champ de compétence. Il y a aussi l'autonomie des entreprises, y compris des entreprises publiques — même si leurs objectifs sont fixés par l'Etat.

Tous ces acteurs non étatiques vont être associés au sein d'une commission nationale de la planification qui aura la possibilité de déterminer elle-même ses travaux, de choisir ses auditions, de passer les commandes d'études scientifiques, etc. Ainsi, ces acteurs ne seront pas enfermés dans le carcan d'une administration seule maîtresse de tous les travaux préparatoires. Ils ne seront plus placés — comme avant — dans une situation où ils n'avaient qu'à dire oui ou non.

La commission sera donc composée de représentants du patronat, des syndicats ouvriers et agricoles, du secteur mutualiste et associatif, mais aussi des régions. Celles-ci sont devenues maîtresses de leur propre planification, mais elles doivent bien connaître les grands choix nationaux en matière de sidérurgie, de pétrole, de nucléaire, de textile, de bois, etc. Car ces options nationales les intéressent forcément. Inversement, pour établir sa planification territoriale, l'Etat doit écouter ce qu'ont à dire les régions. Et cela intéresse aussi les syndicats, le patronat, etc.

— N'y a-t-il pas source de contradictions entre planification nationale et volonté de décentralisation ?

— La prise en compte du fait régional est la quatrième innovation de la réforme. Il n'y a plus seulement un plan national, il y aura aussi 26 plans régionaux (22 régions et 4 régions d'outre-mer).

Les plans régionaux seront de la responsabilité exclusive des régions. Selon ses propres orientations, l'Etat pourra décider de financer — ou non — tel ou tel projet régional.

Les régions auront seulement deux contraintes : respecter le calendrier collectif et établir leur planification après consultation des départements et des partenaires sociaux.

La cinquième innovation concerne les modalités d'exécution du plan. Le plan national sera soumis au Parlement en deux étapes. Une première loi concernera les grands objectifs, les choix stratégiques. Une seconde loi déterminera les moyens d'exécution. Ces moyens vont connaître plusieurs modifications :

• Le plan sera accompagné d'une tentative de programmation des finances publiques sur trois ans. A titre indicatif seulement, car c'est un exercice assez complexe. Chaque année, à l'occasion du vote du budget, un rapport conjoint plan-budget sera présenté à l'Assemblée nationale : il s'agira de faire le point sur la conformité du budget au plan et sur les raisons d'un écart éventuel du budget par rapport aux orientations fixées par le plan.

• Deuxième point : les orientations essentielles du plan se traduisent par des lois de programme. Contrairement au budget, qui s'adapte à la conjoncture d'une année, ces lois apporteront une réponse aux nécessités de la programmation à long terme de certains projets : le T.g.v. ou la décision de construire une centrale nucléaire sont des réalisations qui demandent dix années... Une loi de programme décrit un échéancier et constitue en engagement et une relative sécurité de suivi pour les acteurs économiques concernés.

Le noyau dur du plan sera donc constitué par ces lois de programme — y compris celles qui sont actuellement en cours d'exécution (la recherche et la défense).

Enfin la relation entre l'Etat et les acteurs économiques ou des collectivités publiques sera contractuelle par le biais de contrats de plan sur tel ou tel objectif.

• Troisième aspect : le contrôle du suivi du plan. Chaque année, le Parlement pourra ouvrir un débat sur l'exécution du plan. Par ailleurs, un amendement proposé par les députés a prévu la création d'une délégation parlementaire permanente pour les affaires de planification. C'est un élément supplémentaire de démocratisation du plan, à la fois lors de son élaboration et pendant son exécution.

Dans la mesure où il associe démocratiquement les acteurs autres que l'Etat, ce plan sera plus difficile à préparer. Mais on peut penser qu'il sera du même coup mieux respecté par tous...

— Mais comment contraindre les entreprises ou les collectivités locales à tenir compte du plan, alors que, bien souvent, l'Etat lui-même ne s'y conforme pas ?

— Il est exact que, par le passé, l'Etat est souvent passé outre les engagements qu'il s'était fixés à lui-même par le biais du plan. Mais quel Etat ? Il était alors aux mains de partis politiques et d'hommes qui considéraient toute intervention économique de l'Etat comme un viol des lois du marché et qui n'avaient pas de réelle volonté planificatrice. Avec un président socialiste, les choses changent. Mais l'économie française reste une économie ouverte où les consommateurs sont libres de leur choix — ce qui suffit à définir une économie de marché. Par conséquent, le plan ne supprimera pas les aléas du marché mais il devrait être capable de les canaliser : la fiscalité, les taux de crédit, la politique d'investissement industriel, les commandes de l'Etat — tout cela permet d'orienter les grands équilibres. De même que les transferts sociaux qui effectuent une certaine redistribution de la richesse.

— Quelles sont à votre avis les grandes priorités qui se dessinent pour le futur plan quinquennal ?

— Justement, ce n'est pas l'Etat tout seul qui va en décider, ce n'est donc pas au ministre du Plan de les énoncer maintenant. Sous peine de nier la priorité démocratique qui sous-tend la réforme de la planification...

Mais il y a tout de même des choses tout à fait évidentes. La crise économique s'approfondit autour de nous et chez nous et, de ce fait, la préservation de notre ensemble économique devient plus difficile. Nous devons donc donner une très grande priorité à la sauvegarde de notre appareil de production : c'est une évidence majeure... On discutera davantage du « comment faire » que du contenu de cette priorité-là... Le « comment faire » nous amènera à choisir les secteurs porteurs d'avenir qui seront nos positions de force. En contrepartie, cela pourra nous obliger à accepter une régression de certains secteurs quand nous ne pourrons pas faire autrement. Ce seront des priorités douloureuses, mais nous ne pourrons pas tenir de positions fortes sur tous les secteurs... La seconde priorité, c'est l'organisation du partage d'une richesse rare dans des conditions acceptables pour tous... Il est difficile d'en dire plus pour le moment, puisque les travaux d'élaboration du 9e plan commencent à peine.

— Cela signifie que le plan aura un rôle important à jouer en matière de solidarité nationale ?

— Le plan devrait en effet traduire des solidarités. J'ai bien dit : devrait... L'exemple le plus évident, ce sont les transferts sociaux. Les Français éprouvent le besoin de se soigner de mieux en mieux et c'est bien normal puisque la santé est le premier des biens. Mais il se trouve que nos dépenses de santé augmentent beaucoup plus vite que la production nationale. Ce prélèvement sur les richesses produites s'effectue essentiellement par le biais de la Sécurité sociale. Un certain nombre de socialistes disent : le seul moyen c'est de faire croître la production plus vite. C'est relativement vrai, mais encore faut-il le pouvoir, et dans la situation de crise mondiale où nous sommes — avec le déséquilibre financier de nos échanges extérieurs — nous ne pouvons pas autant que nous le voudrions... Par conséquent, nous n'échapperons pas à l'obligation de faire que nos dépenses de santé augmentent moins vite. La technique simple à court terme c'est de rembourser moins, de diminuer la valeur des prestations. C'est dramatique, socialement discutable, créateur d'inégalités, mais on peut parfois s'y trouver obligé sans l'avoir souhaité...

En revanche, mais cela prendra du temps, il est sûrement possible de se soigner aussi bien et pour moins cher à la condition de s'y prendre autrement. La longueur de l'ordonnance, l'hyperconsommation de médicaments, ce n'est assurément pas un critère de bons soins médicaux. Etre bien soigné ne dépend pas uniquement du coût de l'ordonnance : il faudra en convaincre à la fois la profession médicale et la population...

— Et que pensez-vous des pharmaciens qui ont refusé de vendre les médicaments génériques, qui valent 30 % de moins que les médicaments de marque ?

— Il faudra en effet s'expliquer — et sans doute durement — avec la profession pharmaceutique... Mais il est vrai aussi que l'on reste souvent plus longtemps à l'hôpital qu'il ne serait nécessaire. Si l'on développe l'aide ménagère et l'aide médicale à domicile, cela permettra de diminuer les journées d'hospitalisation inutiles. Mais tout cela est long et se planifie. De la même façon, si les revenus doivent se stabiliser, cela doit se répartir équitablement et il doit y avoir un accord social sur ce partage des richesses. Les salariés disent, à juste titre, qu'ils ne doivent pas être les seuls à faire les frais de cette affaire... Le débat dans le pays est commencé. Mais c'est le plan qui discutera des mesures à long terme : limiter l'inflation, se soigner mieux, hiérarchiser les revenus de façon différente, cela exige du temps et de l'explication. La société française n'a pas encore pris conscience de la gravité de la crise mondiale. L'avenir économique n'est rose pour aucun pays. Les plans de développe-

(Suite en page 7)

COMPTOIR NATIONAL TECHNIQUE AGRICOLE (C.N.T.A.)

de la CREATION du C.N.T.A. à 1982

La semence est à l'origine du C.N.T.A.

Depuis trente ans, les responsables du C.N.T.A. n'ont jamais oublié leur motivation d'origine.

C'est pour cette raison, que le développement du C.N.T.A. est resté intimement lié à la recherche agronomique et avant tout à l'Institut National de la Recherche Agronomique dont Monsieur Roger PETIT est aujourd'hui membre du Conseil d'Administration.

Cette liaison C.N.T.A./Recherche a incontestablement contribué à la progression spectaculaire des productions tant oléagineuses que protéagineuses, et à leur débouché économique auquel nous assistons.

Nous rappelons quelques jalons de cette liaison avec la recherche :
— l'accompagnement de la recherche en 1970 qui permit la sortie rapide du colza PRIMOR, sans laquelle la production de colza était compromise ;
— l'action I.N.R.A./AMSOL/CETIOM pour la mise au marché des hybrides de tournesol, permettant l'extension de cette culture ;
— la poursuite de cet accompagnement avec la création des Interprofessions pour le développement des protéagineux, fèverole, pois et soja.
Ces productions ont atteint en cinq ans 400.000 T.

Ainsi, le C.N.T.A. n'est pas seulement une société de négoce prolongée par un outil industriel, c'est une structure complète et particulière.

En effet, au delà de ce que nous venons de rappeler, elle a su, dès sa création, associer la recherche à toutes les familles professionnelles concernées par le développement de ce secteur.

Interprofession avant la lettre, le C.N.T.A. a associé à son devenir :
— les producteurs de semences,
— les producteurs agricoles,
— les coopératives et leurs Unions,
— les négociants.

Tous réunis, accompagnés par l'outil industriel créé en aval, formant ainsi la filière oléo-protéagineuse.

Cette filière est un exemple à la fois unique et complet dans le secteur agro-alimentaire.

Cet ensemble représente une structure dynamique et équilibrée au service de tous ceux qui y participent.

De 1950 à 1970, le C.N.T.A. a donc contribué à la fois à la recherche, à la production et à la commercialisation de ces productions. Puis, en 1970, compte tenu de l'augmentation de ces productions et de l'évolution des structures industrielles, il intervenait en aval et nous rappelerons ici les principales dates du développement industriel du C.N.T.A. :

1962 : Rachat d'OLIPROVENCE (ce rachat a entraîné la transformation du C.N.T.A. en Société Agricole) ;
1970 : Rachat de l'usine de DIEPPE (DIEPPE OLEAGINEUX) ;
1976 : Rachat des huileries de Chalon (MAMESSIER) ;
1976 : Création d'OLEAFIN et de BORDEAUX OLEAGINEUX ;
1977 : Reprise des HUILERIES BERNARD à Arras et des HUILERIES PRECY à Chateaurenard, ces deux unités ayant fusionné en 1978 pour constituer PRECY-BERNARD-OLEAGINEUX ;
1978 : Création d'OLEAGRI, chargée de la commercialisation des graines, tourteaux et huiles ;
1978 : Création d'OLEAGRI RECHERCHES ET DEVELOPPEMENT, chargée de développer et valoriser les recherches technologiques, afin d'améliorer la qualité des produits ;
1978 : Reprise des HUILERIES DE CHAUNY ;
1979 : Prise de participation majoritaire dans la société EUROBELL détenant les actifs industrieis de la Société SICO (usine de trituration à INVERUNO, près de Milan) ;
1979 : Inauguration de l'usine de Bordeaux ;
1980 : Reprise de la Société ROBBE HYFRAN à Compiègne (COMPIEGNE OLEAGINEUX) ;
1980 : Création de la Société FRANCEHUILE, chargée de la commercialisation des huiles brutes et raffinées ;
1980 : Création, avec la S.M.I.A. BULHON, du C.N.T.B., tourné plus spécialement vers le tournesol ;
1981 : Désengagement de la Société LOUIS DREYFUS et signature des accords avec la C.F.D.T. et BUNGE.

Ce développement a permis la création d'un Groupe représentant environ **400 millions de Francs d'investissements** et réalise un chiffre d'affaires de **3 milliards de Francs**, dont plus de 45% à l'exportation.

Cette croissance à été possible grâce :
— au dynamisme de la structure, création originale partant de la semence puis organisant la commercialisation des productions en découlant et évoluant en 1970 vers l'industrie afin d'assurer par son propre outil la transformation des productions oléagineuses ;
— aux efforts réalisés par les Pouvoirs Publics (P.O.A., F.E.O.G.A.) ou, par les instances financières en dépendant directement (CREDIT NATIONAL, CIDISE etc...).



(Suite de la page 5)

ment des pays du tiers monde non-producteurs de pétrole ne sont plus finançables, leur crise est très grave. Les pays occidentaux, quant à eux, ont des stratégies différentes. En France, nous avons donné la priorité à la lutte contre le chômage. Mais nous nous apercevons que cette priorité, établie sur la base des prévisions économiques mondiales données par l'O.c.d.e., est beaucoup plus coûteuse et difficile à assurer que nous ne le pensions l'an dernier. Certains avaient jugé à l'époque ces prévisions de l'O.c.d.e. un peu trop optimistes, mais c'est une autre histoire... De six mois en six mois, on annonce une reprise mondiale. Pour ma part, je ne crois pas à une reprise économique en 1983 — si ce n'est une toute petite reprise américaine à l'automne due au renouvellement des stocks. Cela ne durera que deux ou trois mois et les commentateurs diront : ça y est, c'est reparti...

— Dans cette conjoncture économique difficile, comment faire pour que la rigueur socialiste se différencie nettement de l'austérité à la Raymond Barre ?

— D'abord il faut réaliser des économies d'énergie massives pour ne pas avoir une balance des paiements déficitaire. Faute de quoi, on est obligé de demander de l'argent aux banquiers... et on fait ce que veulent les banquiers.

— Mais, jusqu'à présent, il semble que nous n'ayons pas tout à fait donné une priorité aux économies d'énergie ?

— En effet, et nous avons eu tort. C'était prévu au plan intérimaire 1982-1983, mais cela a été un peu bousculé par les contraintes monétaires que nous subissons... Seconde priorité : reconquérir le marché intérieur. Mais pas en établissant des mesures protectionnistes : près d'un travailleur français sur trois travaille pour l'exportation. Si nous choisissions plus d'autarcie nous en subirions beaucoup plus d'inconvénients que d'avantages. En revanche, il faut être encore plus dynamique sur le plan industriel et aussi commercial.

Une gestion socialiste doit aussi savoir gérer le court terme mais en donnant la priorité au long terme. Nous devons renforcer nos points forts et pas seulement jouer les brancardiers. Nous avons pris des mesures conjoncturelles. maintenant il nous reste à prendre des mesures structurelles...

— Par exemple ?

— Nous avons réglé les prix et les revenus à court terme. Mais il faut aussi dynamiser notre industrie, assurer une meilleure utilisation des résultats de la recherche, rendre plus agressifs nos services commerciaux et permettre la désinflation.

Une de nos contraintes majeures, c'est que notre inflation est plus forte que celle de nos principaux partenaires commerciaux. La R.f.a. parvient à juguler son inflation en réalisant des purges brutales aux conséquences sociales dramatiques : le chômage y a augmenté de plus de 50 % en un an. il ne faut pas l'oublier... Pour la France, c'est inacceptable. Mais nos règles du jeu économique sont tout de même internationales. Tout le monde est trop endetté : les ménages comme les entreprises. Et, si nous parvenons à réduire le rythme de l'inflation, il faudra trouver des solutions aux problèmes de pertes de ressources financières qui résulteront d'une inflation moindre. Car, actuellement, tous les gens qui sont endettés ont intérêt à ce que l'inflation se poursuive au moins au même rythme...

La troisième caractéristique de la rigueur socialiste, et non la moindre, c'est l'équité dans le partage des difficultés. Le monde salarial n'a pas à faire seul tous les sacrifices. Les revenus non salariaux et les fortunes doivent en prendre leur part. Il faudra aussi déterminer la bonne répartition entre revenus directs et revenus indirects : si les Français préfèrent avoir plus de revenus directs, cela se fera sans doute au détriment des revenus indirects. Et cela signifiera une diminution des prestations sociales. Mais c'est un choix de société qui se discute et se négocie entre les partenaires sociaux...

Enfin, le quatrième aspect de la gestion socialiste — qui la rend totalement étrangère au barrisme — c'est la diffusion de pouvoir, la dignité et la responsabilité des citoyens. D'ailleurs le « barrisme » de gauche, ça ne peut pas exister, le « barrisme » est de droite par définition : le seul fait de prendre des mesures économiques structurelles et de ne pas faire entièrement confiance aux lois du marché, c'est prendre le contrepied d'une gestion économique de droite.

Mais la gauche veut aussi rendre les citoyens plus adultes et plus libres. Faire qu'ils ne soient plus des sujets, mais des acteurs responsables — y compris quand ça va mal... C'est l'objectif des lois Auroux sur les droits des travailleurs dans l'entreprise, de la décentralisation, des mesures pour mettre l'administration au service du public, etc. Tout cela, c'est décisif. Au fond, ce n'est pas pour rien que le Parti socialiste avait choisi le terme de socialisme autogestionnaire pour définir son projet politique...

Propos recueillis par Marie-José Bernardot



REGIONS

Ce pays qui est le mien

Entre ville et campagne, ces territoires de solidarité veulent participer au développement régional

PAR FREDERIQUE DE GRAVELAINE

« VIVRE, travailler, décider au pays »... Cette revendication exprimée depuis une dizaine d'années est toujours vivace, malgré la crise, ou à cause d'elle. Et pourtant, elle risque d'être oubliée dans le concert de la décentralisation, cette grande affaire du gouvernement nouveau. Paradoxe ?

En fait, le développement régional et local est une des priorités affichées par le 9e plan. Mais ce développement se fera-t-il avec les « pays » ou sans eux, dirigé seulement par les régions ?

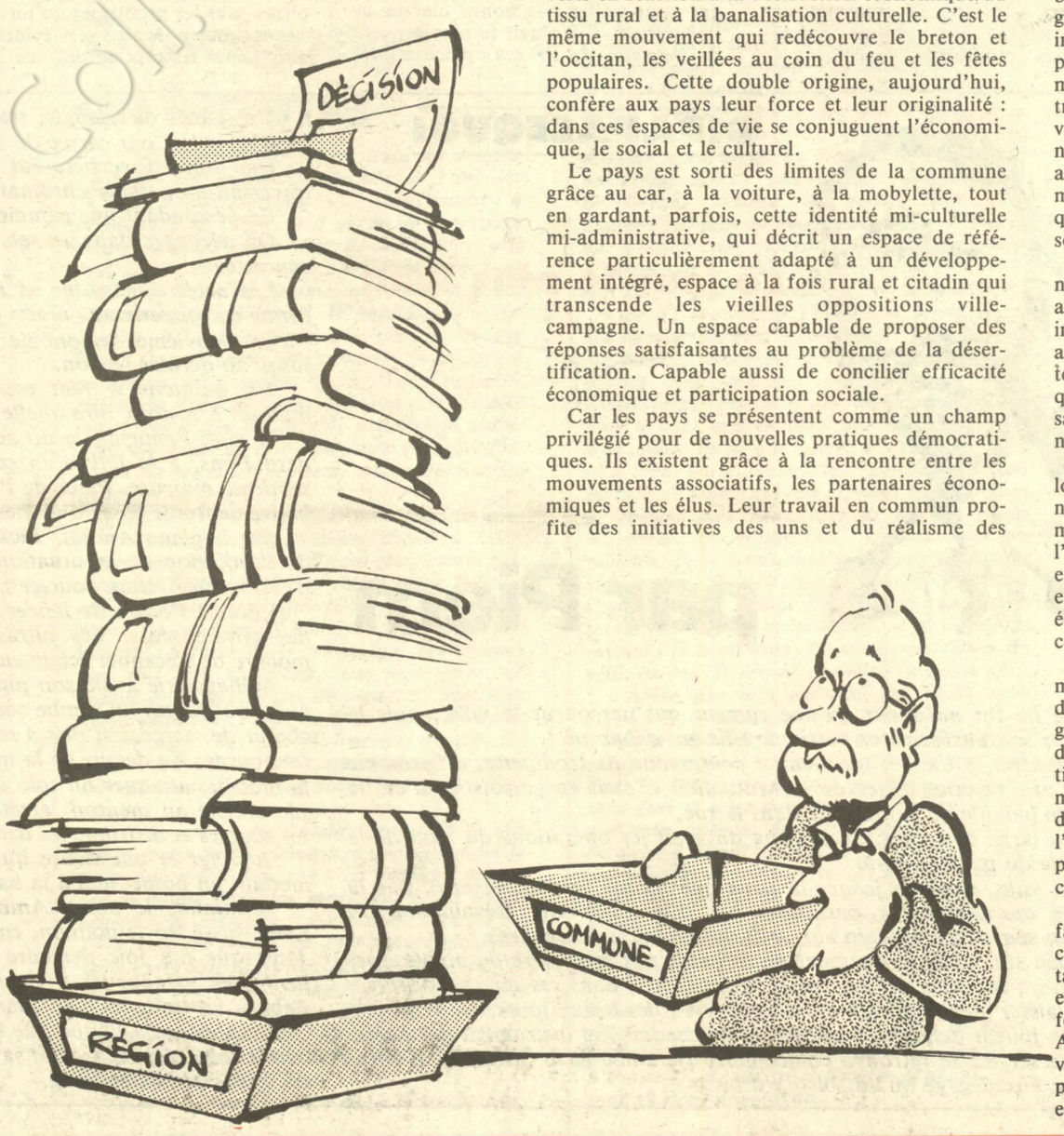
C'est cette crainte qui a poussé les fervents défenseurs des pays à organiser des états généraux, les premiers de l'histoire de ce mouvement qui n'en est pas encore un, pas tout à fait en tout cas, puisqu'il est à peine reconnu comme tel par ses participants eux-mêmes. Un pays, qu'est-ce que c'est ? Est-ce que ça existe, même ? Oui, nous existons, ont répondu au cours de ces rencontres à Mâcon quelque quatre cents organismes représentants des pays. Et nous affichons même une stratégie.

Car les pays se gardent bien de réclamer une institutionnalisation quelconque. Ils veulent seulement être reconnus par l'Etat et par les régions comme partenaires du développement. Car, pour l'instant, le gouvernement ne semble prendre en compte que l'échelon régional, oubliant ces microrégions qui ont aujourd'hui décidé de s'affirmer.

Le contexte actuel pourrait leur être particulièrement favorable : « La décentralisation va aider les régions à se constituer comme de véritables pôles de développement, centrés sur la valorisation de leurs ressources », a expliqué Michel Rocard, tout en reconnaissant qu'elle comporte aussi « le risque d'une recentralisation autour de fiefs ou de métropoles multipliés ». C'était exactement la grande crainte des organisateurs du colloque, celle que les pays, après la régionalisation, se retrouvent Gros-Jean-comme-devant, dépendants du bon vouloir de quelques potentats de la métropole régionale.

Se voir étouffés dans leurs initiatives, encadrés, est une crainte d'autant plus vivace que les régions où existaient avant la nouvelle loi des établissements publics forts ne bénéficient pas de la même diversité de mouvements associatifs, même si les actions sur le terrain y sont nombreuses. Exemple : les pays n'ont pas le même dynamisme en Provence-Côte d'Azur qu'en Rhône-Alpes où, au contraire, ce sont les associations qui ont réussi à s'imposer après des années de lutte.

Rien d'étonnant à ce que ce modèle soit de loin préféré à l'autre puisque les animateurs des pays ne renient pas leurs souvenirs post-soixanthuitards, reconnaissent cultiver un certain goût pour la marginalisation, du moins certains d'entre eux. Mais l'heure n'est plus au militantisme un peu boy-scout mâtiné d'écologisme ; la nostalgie n'est plus de mise, tant pis pour les images galvaudées du retour à la terre. Les pays savent aujourd'hui qu'ils n'ont rien à gagner en prenant leur place au rayon des mythologies qui font rêver les citadins. Ces états généraux en apportent la preuve : ce qu'ils veulent, c'est établir un rapport de force qui conduira les instances régionales et nationales à les prendre en compte, à les informer autant qu'à les écouter. Ils sortent de l'ombre, affirment une identité.



Pas facile à définir cette identité. Le pays, c'est d'abord un territoire mais aussi une affectivité : « Ce pays qui est le mien », entendez « auquel j'appartiens » et non « qui m'appartient ». « Le pays a une âme, non parce qu'il a des animateurs mais parce qu'il est aimé », expliquait joliment Elisabeth Chassagne, une des organisatrices des états généraux. « Il est chargé d'espoirs et aussi de peurs. La grande terreur fondatrice, c'est la peur de mourir. »

Les pays, très vieille idée remise au goût du jour, dans les années soixante-dix, à l'heure de l'après-croissance, de la crise, ont été redécouverts en réaction à la destruction économique du tissu rural et à la banalisation culturelle. C'est le même mouvement qui redécouvre le breton et l'occitan, les veillées au coin du feu et les fêtes populaires. Cette double origine, aujourd'hui, confère aux pays leur force et leur originalité : dans ces espaces de vie se conjuguent l'économique, le social et le culturel.

Le pays est sorti des limites de la commune grâce au car, à la voiture, à la mobylette, tout en gardant, parfois, cette identité mi-culturelle mi-administrative, qui décrit un espace de référence particulièrement adapté à un développement intégré, espace à la fois rural et citadin qui transcende les vieilles oppositions ville-campagne. Un espace capable de proposer des réponses satisfaisantes au problème de la désertification. Capable aussi de concilier efficacité économique et participation sociale.

Car les pays se présentent comme un champ privilégié pour de nouvelles pratiques démocratiques. Ils existent grâce à la rencontre entre les mouvements associatifs, les partenaires économiques et les élus. Leur travail en commun profite des initiatives des uns et du réalisme des autres, et débouche sur la volonté de dépasser les égoïsmes locaux, les bagarres de Clochemerle, pour combattre les déséquilibres qui s'accentuent entre les campagnes vidées au profit des petites cités.

« Le pays, c'est le territoire plus la solidarité », dit Elisabeth Chassagne. Belle définition pour un concept particulièrement difficile à cerner. « Il y a autant de pays que de fromages » : de tous âges, de toutes tailles — certains regroupent plusieurs cantons, à cheval sur plusieurs départements, d'autres se limitent aux alentours d'une petite ville — ils ont à affronter une terrible variété de problèmes et y apportent une grande diversité de réponses : créer des zones industrielles communes pour tenter d'attirer des petites activités économiques, construire une maison de jeunes ou un centre de loisirs pour le troisième âge, collecter les déchets, entretenir la voirie, réhabiliter les logements anciens, maintenir une boulangerie... Les pays comptent à leur actif toutes sortes d'actions de ce genre, rarement spectaculaires, ce qui explique peut-être que les hommes politiques s'en désintéressent souvent...

Pourtant, cette expérience pourrait bien devenir précieuse. Les pays ont montré que des actions de ce type ont un effet multiplicateur indéniable, parce qu'elles apportent une valeur ajoutée qui ne quitte pas immédiatement le territoire de ces zones défavorisées, mais aussi parce qu'elles engendrent une solidarité : un emploi sauvé fait souvent prendre conscience de sa nécessité pour l'avenir d'un village.

« On connaît plus ou moins les lois du développement des activités industrielles et les mécanismes du sous-développement qui en dérivent, mais les processus de revitalisation ne font l'objet que d'une connaissance empirique, embryonnaire », explique Elisabeth Chassagne, espérant que les pays vont étoffer leur pensée économique, passer « du stade du militantisme à celui de l'élaboration conceptuelle ».

Cette évolution semble réellement engagée en même temps que s'expriment de nouvelles revendications. Etre un lieu de mobilisation de l'épargne locale, bénéficier de l'aide des banques et des industries nationalisées, multiplier les investissements humains absolument nécessaires à la mise en place et au développement de structures de formation et d'information — ce qui aurait l'avantage de créer ces fameux emplois d'intérêt public si chers aux socialistes — et, enfin, participer aux travaux sur le plan.

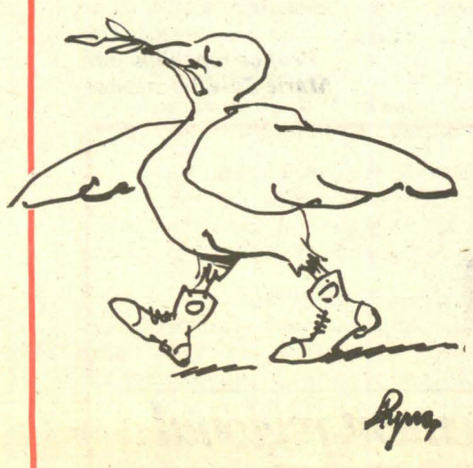
A ce sujet, Michel Rocard n'a suscité aucun faux espoir. « La priorité, dit-il, est de donner consistance et existence à la région comme instance réelle de planification, ce qu'elle n'est pas encore, tant s'en faut. » Mais la porte n'est pas fermée. Toutes les initiatives seront bienvenues. Aux pays de s'imposer, de prendre des initiatives, de profiter de la décentralisation pour proposer, suggérer. Et finalement grandir en force et en sagesse.

Politique au fil des jours

La « marche pour la paix »

Combien étaient-ils ? 200 000, 250 000 ou 32 000 ? Dérisoire bataille de chiffres pour ce qui fut incontestablement un succès : pour la première fois en France, les « pacifistes » ont réussi dimanche à entraîner une manifestation de masse comparable à celles qui se sont déroulées ces derniers mois dans plusieurs pays occidentaux. L'événement n'est pas négligeable, même si cette manifestation comportait une belle somme d'ambiguïtés qui avaient conduit le P.s. et la C.f.d.t., pourtant au premier rang de la lutte pour le désarmement et la paix, à ne pas s'y associer.

Première ambiguïté : plus de 80 organisations appelaient à cette « marche pour la paix » dont il est pourtant évident qu'elle était impulsée et animée surtout par le parti communiste, même si trente seulement de ses membres avaient contresigné l'« appel des cent ». Là n'est pas l'essentiel. L'ambiguïté principale tenait plutôt au fait que tous les participants ne donnaient pas le même sens à leur présence dans le défilé. Pour les uns, par exemple, Edmonde Charles-Roux, qui s'est exprimée clairement à la télévision, cette manifestation était un avertissement aux deux Grands, Etats-Unis et U.r.s.s., traités sur le même pied à partir du slogan : « Ni Pershing, ni S.S. 20. » Pour d'autres, il est évident que l'accusation de développer la course aux armements était davantage portée contre Reagan et l'Otan que contre Brejnev et Moscou. Le compte rendu de l'Humanité de lundi est révélateur à ce sujet, bien que le P.c.f. n'ait pas hésité, pour la circonstance, à



faire appel à des déclarations de Willy Brandt et du sénateur Edward Kennedy.

Il n'en reste pas moins que la dénonciation de la folle surenchère des armements nucléaires devient un sujet de plus en plus sensible dans notre propre pays, même si la force de dissuasion française n'est pas elle-même vraiment mise en cause. Cela ne va nullement à l'encontre de la position du gouvernement français et du Parti socialiste qui, profondément convaincus que la nécessaire désescalade nucléaire est d'abord l'affaire des Russes et des Américains, encouragent ceux-ci à développer la négociation pour aboutir enfin aux résultats concrets qu'attendent tous les peuples européens.

A.V.

L'opération « Vacances » de la Consommation

« Soyez vigilants, nous le sommes. » C'est le mot clé de l'opération « Vacances » 1982 lancée par Catherine Lalumière, ministre de la Consommation avec le concours actif de treize ministères. Objectif : aider les vacanciers-consommateurs à résoudre au mieux les multi-problèmes qui se posent à l'occasion des vacances — en matière de locations saisonnières, de qualité des eaux de baignade, de rapports avec les commerçants et les prestataires de services, etc. Pour répondre à tous ces problèmes, une permanence téléphonique sera assurée dans les 24 départements qui connaissent un afflux de population pendant les deux mois d'été. Un dépliant sera distribué — à 4 millions d'exemplaires — aux péages des autoroutes : il contient le numéro de téléphone des permanences et quantité de conseils à l'usage des consommateurs de loisirs — hygiène alimentaire, sécurité, environnement, etc.

Les fonctionnaires qui assurent les permanences téléphoniques sont issus de la Direction générale de la consommation et de la concurrence : ils seront donc en mesure de répondre directement à un grand nombre de questions. Pour les cas épineux qui nécessitent des enquêtes ou des connaissances juridiques poussées, ils transmettront immédiatement aux services compétents des ministères concernés — transports, commerce, agriculture, etc.

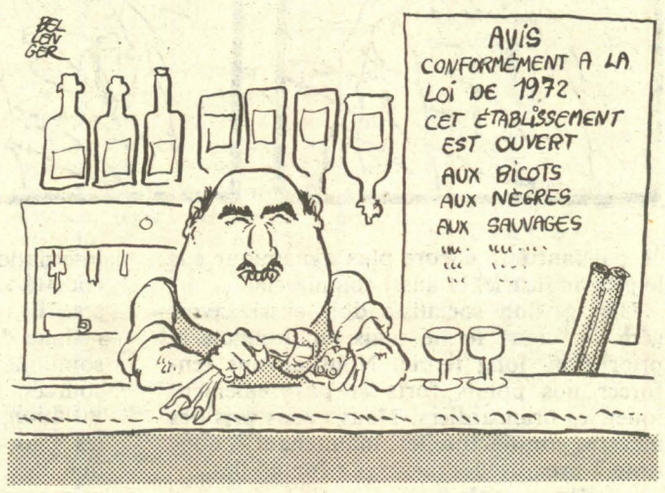
Dans chacun des 24 départements concernés, un coordinateur a été désigné pour veiller à la bonne marche de l'opération — il s'agit le plus souvent du stagiaire de l'E.n.a. placé auprès du préfet-commissaire de la République.

Les questions posées peuvent concerner tous les problèmes qu'un vacancier rencontre. Mais il est évident que cette année les prix auront une importance particulière pour les consommateurs en vacances. Si elle a été décidée bien avant les mesures de blocage des prix, l'opération Vacances du ministère de la Consommation est particulièrement bienvenue dans les circonstances actuelles : chaque été, les prix ont une nette tendance à l'exagération dans les zones à haute fréquentation touristique... Or cette fois-ci les vacanciers — dont les salaires sont bloqués — auront tout intérêt à surveiller de près les étiquettes : tous les prix ont été relevés à la date du 11 juin et ne doivent pas varier. Sauf pour les fruits et légumes — et la viande — sujets à des aléas saisonniers : là ce sont seulement les marges des détaillants qui ont été bloquées. Mais le vacancier qui débarque à Palavas ou à Saint-Malo le 1er juillet ou le 1er août n'a pas forcément la possibilité de comparer les prix avec la période antérieure. S'il estime qu'il y a de l'abus dans l'air il pourra toujours alerter une association de consommateurs locale (Catherine Lalumière a vivement incité les maires des communes estivales à mettre des locaux à leur disposition), ou encore téléphoner à la permanence « Vacances 82 ». Pour être en mesure de faire face à l'afflux des demandes, le ministère de la Consommation a prévu d'envoyer des renforts administratifs dans les départements concernés : les directions départementales de la concurrence et de la consommation auront 5 à 7 fonctionnaires supplémentaires en juillet-août. Ces « extras » sont des spécialistes des problèmes de consommation et de répression de fraudes en poste pendant l'année dans d'autres départements. En somme, l'administration s'adapte aux migrations estivales des Français. C'était, cette fois-ci, particulièrement nécessaire.

« Pour le gouvernement, a rappelé Catherine Lalumière, le blocage des prix n'est qu'un calmant provisoire. Mais il faut absolument qu'il soit efficace : il y va de la défense du pouvoir d'achat des consommateurs, et tous les moyens de l'administration seront mobilisés pour que le blocage des prix soit respecté. » Les associations de consommateurs ont bien l'intention d'y veiller de leur côté...

MARIE-JOSEE BERNARDOT

M.r.a.p. : pas de quartier pour le racisme



« Victimes et témoins d'actes racistes, faites appel aux témoignages des personnes présentes, c'est un devoir civique de faire respecter cette loi ! », proclame une affiche du M.r.a.p. (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples), éditée à l'occasion du dixième anniversaire de la loi du 1er juillet 1972. Cette loi contre le racisme punit les provocations à la haine raciste, les diffamations racistes, les injures racistes, mais aussi le racisme dans les services publics et l'Administration, le racisme dans les lieux publics et le logement et le racisme dans l'emploi. Elle prévoit également la dissolution des groupes racistes. Elle permet enfin la poursuite d'office par le ministère public, et la possibilité à toute association — qui se propose par ses statuts de combattre le racisme — de se porter partie civile.

Cet anniversaire était l'occasion, pour le M.r.a.p., de faire, au cours d'un colloque qui s'est tenu au Sénat le 19 juin, un bilan de l'application de la loi de 1972. D'autant que c'est grâce à l'action du mouvement que cette loi contre « le racisme, fléau du XXe siècle » a pu voir le jour. Comme l'a souligné Albert Lévy, le secrétaire général de l'association : « Le M.r.a.p. a doté la France d'un texte qui poursuit les traditions généreuses de ce pays. » Un bilan mitigé, cependant, pour les participants au colloque, car d'abord la loi de 1972 est très peu connue. Aussi le M.r.a.p. compte-t-il lancer une nouvelle campagne d'affichage de la loi, notamment dans les lieux publics et les commissariats. Une bonne nouvelle pour l'association : le ministère de l'Intérieur a décidé, en collaboration avec le M.r.a.p., de faire une information sur cette loi en direction des policiers.

Si les militants du M.r.a.p. ne sont pas des maniaques de la répression à tour de bras, ils se réjouissent du principe même des condamnations, car comme l'a affirmé Me Francis Pudlovski : « Le racisme n'est pas une opinion comme une autre. » Dans l'ensemble, selon les militants du M.r.a.p., les tribunaux « ont fait leur travail ». En matière de haine raciale, une quarantaine de jugements ont été prononcés depuis dix ans. Si les décisions des tribunaux sont pour la plupart sévères, les sanctions sont beaucoup plus légères. La quasi-totalité des peines sont des amendes, inférieures au minimum légal ou à peine supérieures. En province, les tribunaux semblent plus sévères que dans la capitale, où seuls trois emprisonnements avec sursis (un à l'égard de Faurisson — le professeur lyonnais qui prétend démontrer qu'il n'y a pas eu de génocide contre les juifs — et deux, contre Fredriksen — le dirigeant néo-nazi de l'ex-Fane).

Il paraîtrait, en tout cas, que ces peines ne soient pas très dissuasives, puisque ce sont souvent les mêmes que l'on retrouve devant les tribunaux. Comme Brigneau, le rédacteur en chef de « Minute » : le secrétaire d'Etat aux immigrés, François Autain, vient de saisir le garde des Sceaux au sujet de l'éditorial raciste publié, le 3 juin, dans cet hebdomadaire.

Michel de la Fournière, secrétaire national du P.s. aux droits et aux libertés, avait adressé un message de soutien à la réunion du M.r.a.p., dans lequel il rappelait que : « Il convient de combattre le racisme sans relâche quelles que soient ses formes : racisme de la violence, sauvage ou légalisée, racisme pseudo-scientifique, racisme sournois de la discrimination quotidienne et du préjugé. »

Un des aspects les moins satisfaisants de l'application de la loi de 1972 est probablement celui qui concerne les injures racistes. Alors que les incidents, dans ce domaine, sont légion, aucun jugement n'a été rendu depuis dix ans. Sauf à Montbéliard où le racisme antiflic et ...antifrançais a amené un travailleur turc dans le box des accusés. Beaucoup de personnes (douze sur vingt-quatre pour les trois dernières années) se désistent, affirme le parquet de Paris.

Côté discrimination dans le travail, si un certain nombre d'employeurs privés ont comparu devant les tribunaux, jamais l'article 187 de la loi — il concerne les représentants de l'Administration — n'a été appliqué. Alors que certains directeurs départementaux ou régionaux de l'A.n.p.e. avaient autorisé les employeurs à faire des offres d'emploi à caractère raciste. Il en est de même pour le Bureau d'aide sociale de la ville de Paris qui, il y a cinq ans, — l'affaire est encore en cours — avait fait passer dans les services une note à caractère raciste pour l'embauche d'aides ménagères.

Mais plus que toute autre, c'est une revendication dans le domaine des actes de violence à caractère raciste qu'avance le M.r.a.p. En effet, la loi ne permet pas de juger ces actes autrement que comme des délits de droit commun. Et ainsi les associations ne peuvent-elles se porter partie civile. Une question qui est étudiée actuellement par la Chancellerie : les associations pourraient se porter partie civile sans que pour autant le mobile raciste de l'acte de violence constitue une circonstance aggravante. Ce dernier aspect serait, en effet, selon certains juristes, contraire aux principes du droit français.

Le M.r.a.p., en tout cas, demande que la loi de 1972 soit intégralement appliquée et même améliorée pour que son slogan « Pas de quartier pour le racisme ! Pas de racisme dans le quartier ! » acquiert l'efficacité maximale.

EMMANUELE PLAS

Guy Thomas en rajoute...

Le débat à l'Assemblée nationale sur la communication audiovisuelle avait déjà souligné que la chaîne F.r.3 était devenue la cible préférée de l'opposition. L'intervention du conseiller de Paris R.p.r., Pierre Bas, dénonçant sans nuances le journal régional de F.r.3, a montré cette semaine que cette offensive n'est pas près de s'arrêter. Il est pour le moins curieux que le p.-d.g. de la chaîne Guy Thomas en ait lui-même pris le relais en mettant publiquement en cause le journal Soir 3. D'autant plus curieux que certains des journalistes auxquels le p.-d.g. reproche leur « manque de professionnalisme » ont été recrutés par lui. Quelles que soient les raisons invoquées, il est assez peu courant qu'un p.-d.g. dénonce ainsi son personnel à la vindicte publique !

DIPAPACEQUOI



Le jour le plus long par Piem

Ce ne fut au début qu'une rumeur qui parcourut la ville ; puis la rumeur se transforma en certitude : ils ont débarqué !

En effet, à l'aube, un premier commando de trompettes d'harmonie avait pris position place de la Mutualité. C'était en ce solstice d'été la grande bataille de la musique dans la rue.

Au large des côtes, Jack Lang dirigeait les opérations du haut de la dunette du piano Amiral.

La ville, installée jusque-là dans une morne torpeur inspirée par la dureté des temps (ne parlait-on pas d'une nouvelle réévaluation du franc), se réveilla soudain aux sons des premiers désaccords.

Bien sûr, le débarquement ne se passa pas sans faire de nombreuses victimes ; on ne reste pas impunément cloîtré dans ses quartiers d'hiver sans laisser quelques plumes à l'apparition des beaux jours.

Un joueur de piano à queue qui descendait son instrument par l'escalier de service se retrouva coincé entre la rampe et le clavier. Son corps ne put être dégagé qu'au solstice d'hiver.

Un joueur de triangle, traumatisé, fut retrouvé, hagard, tournant en rond dans la Cour carrée du Louvre.

Une flûte traversière fut écrasée par une contrebasse, alors qu'elle traversait un passage chromatique difficile.

En descendant une gamme, un cornet se fracture le piston.

On découvre dans un sac poubelle une main gauche détachée de son concerto.

Les actes d'héroïsme se multiplient. Un réveil en fanfare se transforme en sonnerie aux morts plutôt que de se rendre.

La neuvième symphonie aéroportée, prise en accordéon, résistera jusqu'au dernier basson.

Un quintette à vent est envoyé au violon pour avoir dépassé la mesure. L'histoire dira quelle fut la grandeur des sacrifices !

A midi l'ennemi, le do au mur, lance ses dernières cartouches. Bernard Pons, à la tête d'un concert d'imprécations, tente une percée en septième majeure. Place de l'Hôtel de Ville, Chirac et sa clique creusent hâtivement une fosse d'orchestre en attendant l'assaut final.

Sur le piano Amiral, Jack Lang, tenu au courant minute par minute de l'évolution de la situation, passe, rassuré, ses longs doigts effilés à travers sa chevelure bouclée ; on dirait le David de Donatello.

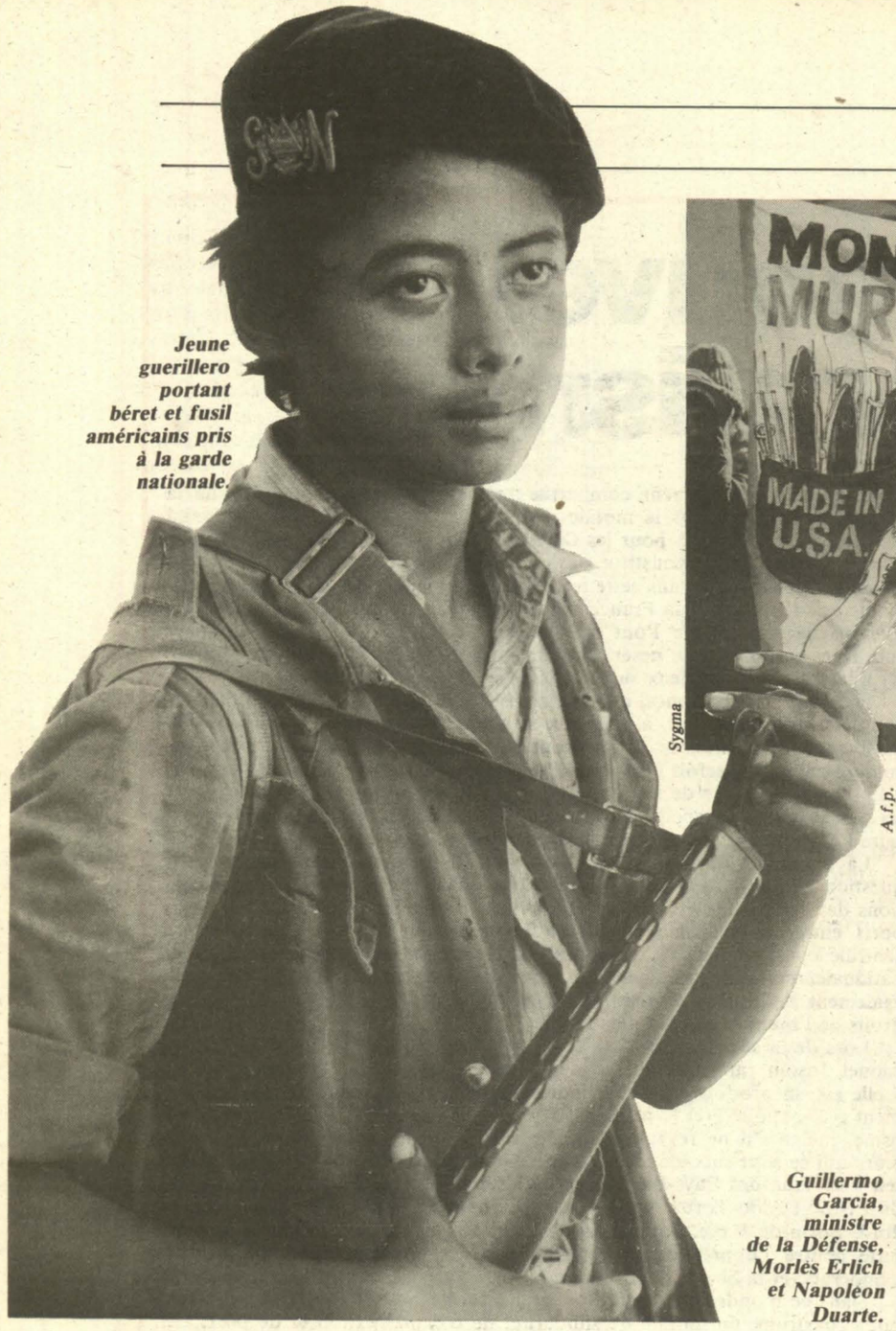
Il donne l'ordre de lancer l'électronique. C'est alors le déchaînement des synthétiseurs. Les ultrasons déchirent l'atmosphère ; la troisième molaire de Lecanuet éclate en mille morceaux.

Méhaignerie avale son pipeau. Alain Peyrefitte se bouche les oreilles avec tout ce qui lui tombe sous la main, faisant le vide autour de lui. Un chœur de vierges est pris à revers par une viole de gambe descendue des faubourgs. Au-dessus de la mêlée, on voit un instant Giscard, le piano à la bretelle, attaquer un solo d'accordéon ; la face nord du rock, une triple croche au menton arrêtent sa progression. Claude Labbé recueille les soupirs et distribue les derniers sacrements.

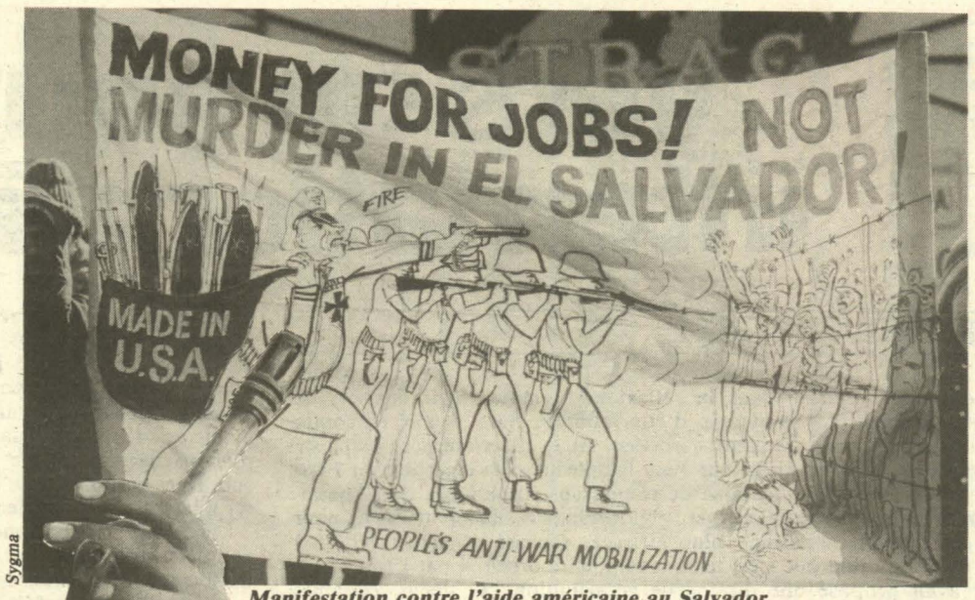
A vingt et une heure quinze, un point d'orgue éclate sur la place, mettant un point final à la bataille.

A minuit, le piano Amiral arrive place de l'Hôtel de Ville. Jack Lang, hissé sur le podium, entonne à la demande générale la cantate « Ô Jésus que ma joie demeure », reprise en chœur par la foule, puis il invite les vainqueurs à danser devant le buffet offert par Delors et Fabius, les traiteurs bien connus du Tout-Paris.

Ce n'est qu'à l'aube que le père et son fils rentreront chez eux, alors que le soleil déjà reprenait sa course allegretto vivace et que s'éteignaient les feux de la Saint-Lang.



Jeune guerillero portant béret et fusil américains pris à la garde nationale.



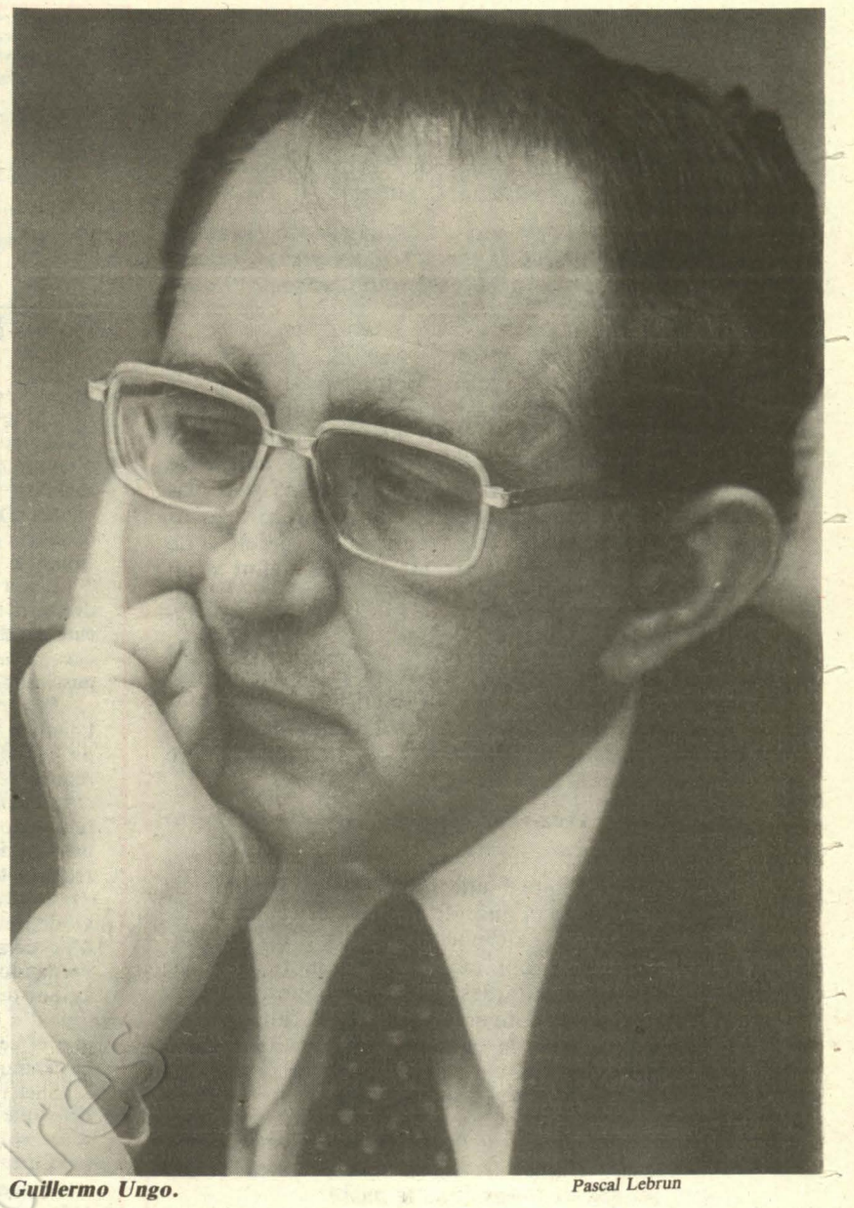
Sygma

Manifestation contre l'aide américaine au Salvador.



A.f.p.

Guillermo Garcia, ministre de la Défense, Morles Erlich et Napoleon Duarte.



Guillermo Ungo.

Pascal Lebrun

AMERIQUE LATINE

Guillermo Ungo: "Je vous demande d'avoir confiance dans la lutte du peuple d'El Salvador"

LA guerre des Malouines s'est achevée avec la reconquête de Port-Stanley par l'armée britannique. L'opinion anglaise en découvre aujourd'hui le prix en vies humaines. Mais, comme les socialistes ne cessent de le proclamer, la guerre n'est pas le meilleur moyen de régler les problèmes. A preuve : le « problème Malouines » demeure. La victoire britannique ne constitue pas un facteur de paix dans l'Atlantique-Sud.

Durant plusieurs semaines, les activités militaires sur et autour de ce bout de rocher ont focalisé l'attention internationale. Bien souvent au détriment de ses répercussions immédiates ou lointaines, sur le continent latino-américain. Immédiates : la junte militaro-fasciste argentine est en pleine crise politique. Galtieri, général vaincu, a été limogé par ses pairs. Pour autant une issue démocratique à la crise semble plus éloignée que jamais. Nous y reviendrons dans un prochain numéro de « l'Unité ». Autre leçon sur laquelle nous reviendrons également : l'abîme diplomatique ouvert maintenant entre l'Amérique du Sud et les alliés occidentaux de la Grande-Bretagne, au premier rang desquels les Etats-Unis.

Malouines ou pas, partout la répression continue. On lira à ce sujet les témoignages terribles de familles de disparus recueillis par Jean-Paul Liegeois. Selon les plus récentes informations d'Amnesty International, des syndicalistes, des étudiants, des prêtres, des militants, continuent à « disparaître » au Salvador, au Chili, au Guatemala... Notre solidarité ne peut faiblir. La grande rencontre latino-américaine du week-end prochain à Massy en sera un témoignage public éclatant. La semaine passée, Alain Barrau, secrétaire national du P.s., accueillait à Paris des représentants des mouvements de jeunesse des forces démocratiques et révolutionnaires du Nicaragua, du Panama et du Salvador. Dans le même temps, Lionel Jospin et Jacques Huntzinger recevaient Guillermo Ungo, secrétaire général du M.n.r. (Mouvement national révolutionnaire du Salvador, parti membre de l'Internationale socialiste), à l'occasion de sa participation au séminaire de l'Iser sur « Emancipations nationales et nouvel internationalisme. »

Avocat, âgé de 50 ans, Guillermo Ungo est également Président du Front démocratique révolutionnaire qui regroupe l'ensemble des forces politiques de la résistance salvadorienne. Dans l'entretien exclusif qu'il a choisi d'accorder à « l'Unité », il s'exprime, librement, sur la situation dans son pays et dans toute l'Amérique latine « après les Malouines ». Au Salvador les élections n'ont rien réglé. Guillermo Ungo réaffirme ici à Carlos Ferrari, qui l'a interrogé pour « l'Unité », les légitimes aspirations de son peuple, de tous les peuples latino-américains, à un avenir de liberté et de justice sociale.

G.S.

L'Unité : Vous êtes venu en France à l'occasion du séminaire de l'Iser qui a réuni des représentants des pays du tiers monde et des pays développés...

GUILLERMO UNGO : Oui, les thèmes que nous avions à traiter dans le séminaire

(Suite page 10)

Témoignage de femme

« LE Salvador est en train de devenir un immense charnier. » Tous les Salvadoriens qui réussissent à échapper à la tuerie et à sortir de leur pays sont unanimes dans leur dénonciation. « Il faut arrêter cette boucherie » : c'est le cri sans cesse répété par des femmes salvadoriennes qui parcourent actuellement le monde pour en appeler à la conscience des peuples et des Etats. Deux d'entre elles viennent de séjourner en France. Elles étaient les représentantes officielles du Comité Oscar Romero : le Comité des mères et des familles de prisonniers politiques, de disparus et d'assassinés du Salvador. L'une de ces deux femmes, Alicia de Garcia, témoigne :

« En 1977, il y a eu dans mon pays les premiers assassinés, les premiers disparus. Officiellement, ces hommes étaient simplement prisonniers. Mais où ? Leurs mères, leurs femmes ont commencé à les chercher dans les prisons, dans les casernes : aucune trace, aucune réponse. A force de se rencontrer, ces femmes ont fini par s'associer, par constituer un comité de recherche des disparus. Et elles sont allées demander l'aide de Mgr Oscar Romero, l'archevêque de San Salvador. Quand cet homme a été à son tour assassiné par la junte salvadorienne, elles ont donné son nom à leur comité.

« J'appartiens au Comité depuis 1978. Au début, nous avons commencé par demander la libération des « disparus » en publiant des listes de noms dans les journaux. Nous avons obtenu des résultats : des jeunes, enlevés en 1978, ont été libérés en 1979. Mais, quelques mois après leur libération, ils ont tous (sauf un qui s'est sauvé au Mexique) été tués par des « escadrons de la mort », c'est-à-dire par des groupes civils fascistes. Des civils tuent mais ils ne pourraient pas le faire sans la complicité de l'armée et de la police.

« Après ces assassinats de « disparus libérés », les rangs du Comité ont grossi, le Comité s'est vraiment organisé et structuré : il a même réussi à avoir un bureau à côté de celui de la Ligue des droits de l'homme au Salvador. Mais l'armée a mis une bombe et le bureau a été entièrement détruit. Depuis cet attentat, les femmes du Comité sont constamment menacées, intimidées. Malgré cette répression, malgré la peur, elles sont aujourd'hui plus de deux cents à être membres du Comité au Salvador même. Beaucoup d'autres ont été obligées de s'exiler et travaillent en exil pour le Comité. C'est mon cas.

« Le 17 septembre 1981, mon jeune frère, âgé de dix-sept ans, a été capturé. Ma mère et ma famille, menacées de mort, ont dû abandonner leur maison. Le 9 octobre 1981, quatre-vingts hommes des « escadrons de la mort » sont arrivés chez moi. Ils ont ligoté mon mari. Ils m'ont battue à coups de crosses ; j'en porte encore les séquelles. Ils ont menacé de violer ma fille. Ils ont fait semblant de fusiller mes deux fils. Et ils ont voulu m'enlever. Ils m'ont fait monter dans un véhicule où se trouvaient déjà deux personnes kidnappées. Il était midi. Tout le voisinage s'est rassemblé autour du véhicule : les fascistes m'ont laissée redescendre. J'ai eu de la chance : le lendemain, les deux prisonniers du véhicule ont été retrouvés morts en pleine rue.

« Aidée par mes enfants, j'ai libéré mon mari. « Ils » allaient revenir, sûrement. « Ils » l'avaient déjà fait dans le quartier. Je me suis enfuie avec toute ma famille. Nous avons vécu dans les bois pendant une quinzaine de jours, sans abri et sans nourriture. Nous avons fini par nous réfugier dans une église. L'église a été prise d'assaut par l'armée. Un couvent voisin nous a recueillis à temps et, sur avis du conseiller juridique de l'archevêché, nous avons demandé l'asile politique au Mexique. Je vis actuellement au Mexique, avec ma famille.

« Notre Comité ne peut plus vraiment fonctionner à visage découvert au Salvador. Nous sommes en train d'ouvrir un bureau au Mexique. Nous allons prochainement en ouvrir un à Paris (1), et ailleurs si nous le pouvons, partout où nous le pourrons.

« Notre Comité est organisé en commissions. Une commission s'occupe de visiter les prisonniers et de leur faire parvenir de la nourriture. Une autre collecte des aliments. Une autre des médicaments. Une autre de l'argent. Avec cet argent nous continuons à faire passer des encarts dans la presse, enfin dans « El Mondo » le seul journal qui accepte encore de les publier. Notre aide financière va également aux familles dont les fils ou les pères ont été tués et les maisons détruites : ils sont sans ressources. Et nous prenons en charge les orphelins : le Comité s'occupe actuellement d'une centaine d'enfants.

« Nous avons donc besoin d'une aide financière (2). C'est pour cela que je suis venue en Europe. Je suis aussi venue pour témoigner, pour dire ce qui se passe dans mon pays : les enlèvements, les assassinats, les disparitions et les tortures quotidiennes infligées aux prisonniers. Pour dire que les Etats-Unis participent au génocide du peuple salvadorien : dans les rues et les campagnes quadrillées par les tanks de la junte, j'ai vu de mes yeux, partout, des conseillers militaires américains. Bizarrement, certains militaires ont le visage peint en blanc ou en vert : s'ils croient passer inaperçus...

« Enfin, je suis en Europe pour demander aux opinions des pays et à leurs gouvernements de manifester leur solidarité avec le peuple salvadorien. Les gouvernements d'Europe peuvent intervenir pour imposer le respect des droits de l'homme et une solution pacifique négociée. Il faut arrêter le génocide. Il y a déjà eu trop de morts. Depuis le voyage et les déclarations de M. François Mitterrand au Mexique, nous attendons beaucoup de la France. »

JEAN-PAUL LIEGEOIS

(1) et (2). En attendant la constitution d'un Comité Oscar Romero en France, chacun peut se renseigner et aider le peuple salvadorien en s'adressant au : Front démocratique révolutionnaire du Salvador ; 83, rue de la Verrerie, 75004 Paris. Signalons d'autre part la création d'une Association de Solidarité avec les mères argentines (Solma) 23, rue Gramme, 75015 Paris.

(Suite de la page 9)

« Emancipations nationales et nouvel internationalisme » ont pour nous, aujourd'hui, une très grande importance.

— J'ai su que vous aviez été spécialement intéressé par les discussions concernant le nouvel internationalisme. Pourquoi ?

— C'est un sujet essentiel. Je crois que les nouvelles réalités politiques et économiques exigent une analyse plus approfondie de la nécessité d'un internationalisme qui doit être nouveau. Nous devons connaître les éléments qui lui donnent corps puis élaborer une stratégie dans un processus ouvert et en construction continuelle. Le séminaire de l'Iser est le bon début d'un chemin qui exige beaucoup d'efforts, théoriques et pratiques. Je remarque le bon sens d'une initiative qui nous a permis de saisir les complexités et aussi les possibilités d'un nouvel internationalisme. Nous connaissons mieux maintenant les points sur lesquels un effort de clarification s'avère nécessaire.

— Avez-vous pu dégager des convergences ?

— D'abord une convergence fondamentale dans l'analyse de la crise actuelle. Ensuite par rapport au besoin d'un internationalisme qui puisse comprendre tous les aspects politiques et économiques. Je vois une autre convergence dans le fait de concevoir que la construction d'une société démocratique et socialiste a un cadre de référence qui est international.

— Depuis quelque temps on parle beaucoup d'une troisième voie, au-delà des modèles connus dans le passé.

— J'appellerais plutôt cela « une nouvelle dimension ». Elle dépasse les anciennes tout en les prenant en compte.

— Vous venez d'assister à la réunion de l'Internationale socialiste à Helsinki. Pour le F.d.r. et pour le peuple de El Salvador, quel est le résultat de cette réunion ?

— En réalité, il s'agit d'une continuité... Nos problèmes sont analysés périodiquement dans les différentes réunions de l'Internationale. Concrètement, à la dernière réunion, il a été décidé de poursuivre notre politique de proposition, de recherche d'une solution politique dans notre pays. Cette solution politique doit prendre en compte toutes les parties du conflit.

— Depuis des mois le F.d.r. propose une négociation comme alternative à la guerre, à la répression. Où en est-on actuellement par rapport à cette proposition ?

— Elle stagne... il manque la volonté politique du gouvernement des Etats-Unis qui est le premier responsable. Paradoxalement notre proposition gagne du terrain au niveau international. Nous avons reçu un écho favorable de la part des forces politiques ou de gouvernements très différents et qui n'ont pas une grande sympathie pour toutes nos idées, car ils sont intéressés par nos propositions de solution politique pour la région d'Amérique centrale. On voit avec plus de clarté que les élections n'étaient pas en mesure de résoudre le conflit militaire. La guerre continue et il est clair qu'aujourd'hui une solution politique est nécessaire. La seule alternative viable réside dans les propositions de négociation que nous avons lancées depuis longtemps.

— Croyez-vous que l'heure est arrivée pour une nouvelle déclaration du type de celle faite par le Mexique et la France en août 1981 ?

— Non, pas nécessairement. Il existe un grand nombre de mesures qui peuvent être envisagées. Les forces sociales et politiques font au Salvador des efforts quotidiens pour faire avancer une solution politique. A l'extérieur du pays, au nom de la paix et de la stabilité de la région, nous pensons qu'il est possible d'obtenir la participation des gouvernements qui n'ont pas de sympathie pour nous mais qui voient l'urgence d'arriver à une solution politique.

— Croyez-vous que Reagan puisse être satisfait de sa politique en Amérique centrale ?

— Non, je ne crois pas ; sa politique va de pire en pire : « Ça lui apprendra. » Continuer et approfondir la guerre a toujours conduit les Etats-Unis vers des défaites et, de plus, cette politique ne peut pas amener la paix au Salvador.

Reagan n'a pas montré une volonté de dialogue avec nous. En revanche il dialogue avec l'extrême droite qui est responsable des crimes et des violences.

— Vous ne m'avez pas parlé de la Démocratie chrétienne.

— Ils ont beaucoup de problèmes actuellement. Depuis les élections, la D.c. accumule les contradictions...

— Peut-on prévoir l'éclatement de la D.c. ?

— Peut-être, peut-être... Mais ça ne nous intéresse pas, nous n'allons pas patronner une fraction... Il est important pour nous que la D.c. rectifie ses positions et cherche un terrain d'entente.

— Mais vous, êtes-vous préparés pour cette entente ?

— Oui ! Il faut que la D.c. donne des preuves de sa volonté politique et de sa volonté démocratique.

— Et vous seriez accessible à un accord avec des secteurs « institutionnalistes » de l'armée... ? Je pense par exemple au colonel Adolfo Majano...

— Oui. Bien sûr...

— Il est possible alors de prévoir une entente avec les secteurs mentionnés ?

— Nous avons fait des propositions qui vont dans ce sens. En ce qui concerne les forces armées, c'est l'institution elle-même qui doit résoudre le problème. Elle doit assumer son rôle. L'institution a vu que le programme des forces armées de 1979 a été trahi, dénaturé. Nous pensons qu'il y a des forces dans son sein qui pourront, le moment venu, revendiquer les positions originales.

— Dans quelle situation se trouve actuellement le colonel Gutierrez qui avait eu — avec le colonel Majano — un rôle important, dans le renversement du dictateur général Romero, en 1979 ?

— Il est chez lui, en « disponibilité »... écarté du pouvoir...

— Mais le colonel Gutierrez a des appuis au sein de l'armée ?

— Vous savez, les forces armées sont une institution fermée. Il est difficile de savoir et de connaître ce qui s'y passe. Il est évident que le gouvernement exclut tous les secteurs démocratiques et même les secteurs qui n'appartiennent pas à la droite radicale. Dans ce cadre, Gutierrez a été mis en dehors du processus.

— En clair, le F.d.r.-F.m.l.n. ne s'oppose pas à un possible accord avec les secteurs « institutionnalistes » des forces armées ?

— Non, nous ne nous y opposons pas. Mais dans le processus ces secteurs devront surgir, nous ne pouvons pas les inventer...

— D'avance vous ne rejetez pas cette éventualité ?

— Non.

— Quelques observateurs ont signalé des erreurs d'appréciation commises par le F.d.r. face aux élections au Salvador.

— Oui, des erreurs tout le monde en commet. Notre appréciation était correcte. Quel était le but des élections ? La paix ? Non ! Il s'agissait de pouvoir légitimer le gouvernement pour permettre aux Etats-Unis d'intervenir plus librement. Il est évident que dans un climat de guerre, de répression, de persécution on ne peut pas parler d'élections libres. Comment pourrions-nous le faire au milieu des violations des droits de l'homme et avec un contrôle total de la vie politique et sociale ? Il s'agissait d'élections de droite et pour la droite, eh bien, dans ces cas, la droite gagne...

— Le nombre de votants fut très élevé ?

— Ces élections ont produit une illusion d'optique. Il y a eu manipulation, on ne peut pas parler de résultats électoraux s'il n'y a pas de registres électoraux ! Les résultats des élections ont été gonflés par le gouvernement. Vous savez, maintenant la situation commence à s'éclaircir et nous pouvons mesurer les conséquences des élections. Le gouvernement de Washington a provoqué au Salvador d'une part la restauration de l'oligarchie et d'autre part la « légalisation » du fascisme du parti Arena.

— Croyez-vous que cela réponde aux buts recherchés par les Etats-Unis ?

— Pas du tout. Reagan voulait la victoire de la D.c. il voulait Napoléon Duarte comme président provisoire. L'oligarchie politique et militaire a repris le pouvoir, les violations des droits de l'homme continuent, la droite assassine plus qu'avant les élections. Ils tuent des hommes et des femmes de la D.c., ce parti est chaque jour un peu plus faible. La logique du processus mené par la droite marginalise la D.c.

— Si la D.c. est rejetée par le pouvoir, ils finiront par se retrouver dans l'opposition, avec vous...

— Peut-être. C'est possible. Mais, pas forcément...

Vers un nouvel internationalisme

PAR RENEE FREGOSI*

LA question, centrale dans la réflexion du mouvement ouvrier, de l'internationalisme se devait d'être abordée lors d'une rencontre dépassant largement le cadre européen. Aussi l'Iser (Institut socialiste d'études et de recherches, dirigé par Jean Pronteau) et la direction du Parti socialiste ont-ils invité une centaine de responsables politiques de 22 nationalités (1), d'horizons politiques et philosophiques différents (2), pour débattre d'un internationalisme plus efficace, repensé et actuel. C'est à Bougival du 6 au 9 juin que s'est tenu ce séminaire organisé par l'Iser.

L'Iser avait proposé une dizaine de contributions au débat, certaines dressant la toile de fond historique de cette réflexion, d'autres plus provocatrices dans leurs problématiques. Par ailleurs, les séances avaient été conçues pour laisser la part la plus grande possible à la discussion, s'engageant aussitôt après un rapport introductif assez bref.

Dès le premier jour on a pu constater de nombreux points d'accord sur l'analyse du capitalisme et de l'impérialisme aujourd'hui. La mondialisation du capital, qui mène à l'intégration du tiers monde, de diverses manières, rend nécessaire la remise en cause des termes de « centre » et « périphérie » et la reconsidération du schéma Nord-Sud. Certes, des solidarités plus cohérentes doivent être mises en œuvre, une coopération et des échanges entre pays occidentaux et tiers monde, développés, mais davantage en termes de réciprocité qu'en terme d'aide.

Cette recherche des bases actuelles de nouvelles solidarités s'est poursuivie le deuxième jour par une réflexion (introduite par une communication d'un camarade du P.c.i. : Carlo Maria Santoro) et un débat (ouvert par Fernando Claudin, directeur de la fondation Pablo Iglesias de Madrid) autour de l'« internationalisme prolétarien », de son dévoiement et du concept d'« hégémonisme » soviétique. Car cette organisation sociale et politique et ces rapports de production ne peuvent être qualifiés de capitalistes. Cependant, malgré le poids de l'histoire, il est impossible aujourd'hui d'appeler socialiste le régime soviétique. Et, sur le plan international, les liens que tisse l'U.r.s.s. avec d'autres pays dans le monde ne procèdent pas d'une solidarité internationaliste.

Pourtant, même si l'opposition Est-Ouest ne peut plus fonctionner sur les images idéologiques du passé, le bloc soviétique, lui, est bien réel. A la fois concurrents et complices, l'U.r.s.s. et les U.s.a. se partagent le monde. Logique de la domination des peuples et de l'exploitation, la logique des blocs doit être résolument combattue ; mais cela, sans perdre de vue la sécurité et la paix dans le monde. Ainsi, comme l'ont reconnu un grand nombre de participants, pour les Occidentaux, l'Alliance atlantique est toujours nécessaire (et ne constitue pas un empêchement insurmontable au desserrement des blocs). Dans cette lutte contre la logique des blocs, il est indéniable que l'Europe et la France (plus que jamais depuis le 10 mai), ont un rôle privilégié. Comme l'ont souligné des camarades africains, les pays européens se doivent de peser dans les rapports Nord-Sud, afin de s'opposer à la mainmise des deux super-puissances sur le tiers monde.



Pascal Lebrun

Guillermo Ungo au séminaire organisé par l'Iser.

Face aux impérialismes, aux pressions des blocs et au poids des dictatures, il est une réalité qui, à nouveau, structure très fortement la scène mondiale contemporaine : le fait national. Et cette réalité est à prendre en compte même si parfois c'est difficile. Comme le soulignait Lionel Jospin : « La nation se venge de l'échec de l'émancipation sociale. » C'est pourquoi les porteurs de l'émancipation sociale et politique ne peuvent aujourd'hui faire l'économie d'une analyse du nationalisme.

La troisième journée du séminaire a été entièrement consacrée à cette question ; Philippe Farine introduisant le débat sur les luttes d'émancipations dans le monde et Jacques Huntzinger celui, plus général, sur les rapports entre nationalisme et internationalisme aujourd'hui. Une question centrale consiste dans la recherche d'une articulation entre émancipations nationale, culturelle, religieuse et émancipations sociale et politique. Et, également à plusieurs reprises, a été exprimée la nécessité de la défense des droits de l'homme et de la démocratie.

Lors de la séance de clôture à l'Assemblée nationale le mercredi 9 juin, Lionel Jospin rappelait que la démocratie n'est pas un produit de luxe, « elle est un produit de base » indispensable pour « assurer un développement économique » et le président Senghor insista sur la nécessité du pluralisme, même s'il ne revêt pas forcément les formes occidentales. Les orateurs qui se sont succédé à la tribune, Guillermo Ungo du Salvador, Maarten Van Traa des Pays-Bas, Joseph Ki Zerbo de Haute-Volta, Valdo Spini du P.s.i. et Aldo Tortorella du P.c.i., Fernando Claudin pour le P.s.o.e. et Jordi Borja du P.c.e. ont signifié, chacun à leur manière, la réalité de cette lutte contre l'oppression et l'exploitation, cette grande bataille pour la démocratie et la liberté dans le monde.

Dans ce monde qui se déchire, prend forme, en effet, un nouvel effort pour construire un monde de solidarité, de compréhension et de paix. Cet espoir qui renaît, chacun durant le séminaire le ressentait. C'était la grande aspiration de l'internationalisme qui, à nouveau, devient possible ; il s'agit d'inventer et de mettre en œuvre ce nouvel internationalisme. Les premiers jalons en sont déjà posés : la recherche commune, les échanges et la volonté partagée de tendre vers une solidarité réelle. Sans préconiser une amorce structurelle et organisationnelle, en reconnaissant l'importance des rencontres et des contacts réalisés par les organisations internationales et en favorisant les actions de solidarité, peut se mettre en marche ce nouvel internationalisme plus efficace parce que réellement à l'échelle mondiale, polymorphe et pluraliste.

De ce point de vue, ce séminaire de l'Iser et du P.s. constitue un événement historique : depuis des décennies, le mouvement ouvrier divisé ne s'était pas retrouvé aux côtés d'autres forces progressistes pour confronter leurs points de vue et chercher ensemble les fondements d'une telle solidarité internationale. Après plusieurs rencontres organisées par le P.s. et l'Iser au niveau européen, ce séminaire international marque une avancée décisive dans la construction de cette vaste solidarité des exploités et des opprimés.

*** Rapporteur Spécial pour l'Iser auprès de Jean Pronteau.**

(1) Algérie, Autriche, Belgique, Chili, Espagne, France, Haute-Volta, Hongrie, Italie, Iran, Madagascar, Maroc, Mozambique, Pays-Bas, Pologne, R.f.a., Salvador, Sénégal, Suède, Tanzanie, Tunisie, Yougoslavie.

(2) Socialistes, sociaux-démocrates, euro-communistes (P.c.i., P.c.e.), chrétiens progressistes, mouvements de libération nationale.

Fête Amérique latine et Caraïbes
26 et 27 juin
au Parc Urbain de Massy (Essonne)
samedi et dimanche de 11 à 23 heures

LUTTES SOLIDARITE
Samedi : Guillermo Ungo (président du F.d.r. du Salvador). Dimanche : Louis Mermaz (président de l'Assemblée nationale).

FESTIVAL DE LA CULTURE LATINO-AMERICAINE
50 groupes chants, danses, musique, théâtre.

DEUX GRANDS SPECTACLES NOCTURNES
Avec la participation de Julio Cortazar, Isabel et Angel Parra, Daniel Viglietti, Martin St-Pierre, etc. Animations enfants — Cité des arts et du livre.

— Croyez-vous qu'ils puissent disparaître comme force politique ?

— Oui.

— Que pensez-vous de la guerre dans l'Atlantique-Sud ?

— C'est une affaire très compliquée. Il est très difficile d'intégrer tous les facteurs politiques, historiques, économiques, etc., qui rentrent en jeu. Il y a une certaine divergence entre les gouvernements et les forces politiques d'Europe face aux gouvernements et forces politiques de l'Amérique latine. Mais il ne s'agit pas d'une règle générale, la position espagnole par exemple est plus proche de celle de l'Amérique latine...

La position du Parti socialiste français n'est pas complètement achevée. En Amérique latine même nous trouvons des points de vue contradictoires ; par les différences entre forces politiques et selon la nature de chaque gouvernement les positions varient.

Il y a une base de convergence, en Amérique latine, pour reconnaître — indépendamment du type de gouvernement — qu'il s'agit d'un problème de souveraineté et de décolonisation.

— Croyez-vous qu'il soit possible de prévoir une fracture entre l'Amérique latine et l'Europe ?

— Non, il n'y aura pas de fracture. Plutôt une pierre, un obstacle dans le chemin commun... Le point névralgique se situe dans les sanctions économiques décidées par l'Europe ; il est très tôt pour pouvoir évaluer toutes les conséquences.

— Je vous invite à adresser par notre intermédiaire un message au peuple et aux socialistes français.

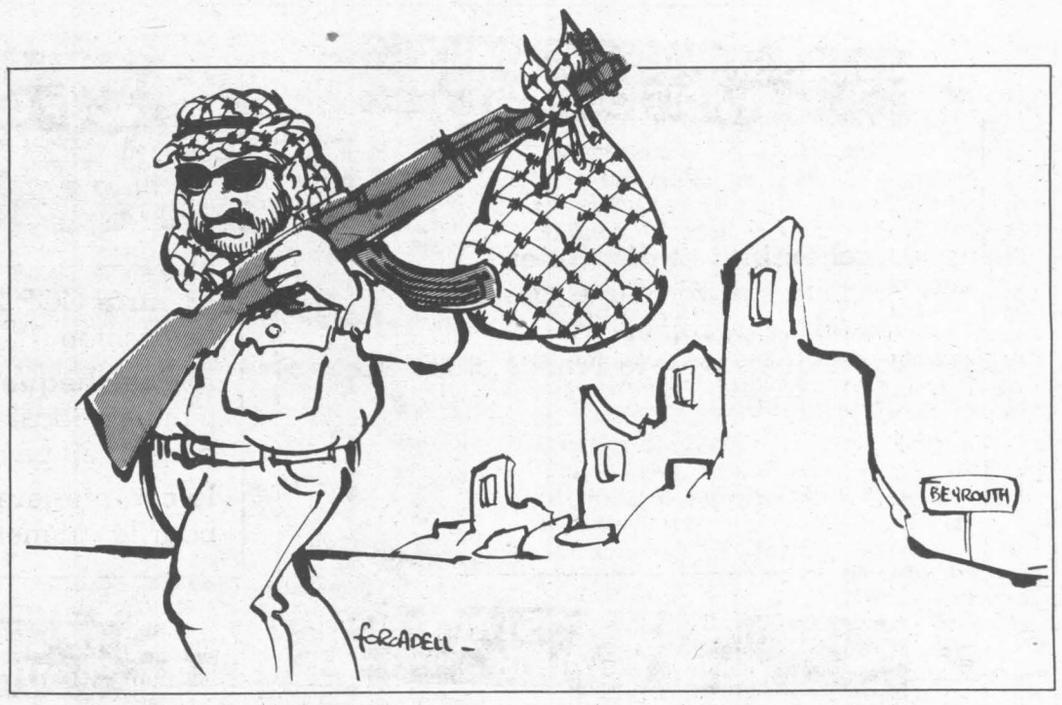
— Merci. Nous mesurons avec émotion la solidarité du peuple et des socialistes de France ; malgré la prolongation de la guerre au Salvador, cette solidarité s'accroît. Il est important de l'élargir, de la développer, il ne s'agit pas d'une solidarité abstraite ni exclusive pour El Salvador... A long terme elle profitera à tous les socialistes parce que c'est une lutte avec des principes communs : la lutte contre l'oppression, pour le respect des droits de l'homme, contre la répression... Se dessinent ainsi une tendance et un intérêt commun. Je vous demande d'avoir confiance dans la lutte du peuple de El Salvador qui, malgré la terrible répression, continue sa lutte et avance. ●

(Propos recueillis par Carlos Ferrari)

LIBAN

L'O.l.p. à l'heure du choix

PAR ANTOINE VIOLET



ON meurt toujours à Beyrouth. Ni le cessez-le-feu, ni les mises en garde, bien prudentes, de Ronald Reagan à Menahem Begin, ni les déclarations d'ailleurs contradictoires de celui-ci n'ont jusqu'à présent fait sérieusement obstacle à la volonté du général Sharon d'en découdre avec les Palestiniens. Lorsque le ministre de la Défense israélien affirme que « Beyrouth reste la capitale mondiale du terrorisme », on ne saurait avoir de doutes sur ses véritables objectifs — on est bien loin de la zone de 40 kilomètres présentée au départ comme le but de l'invasion israélienne au Liban — ni sur son peu d'empressement à tenir compte de la condamnation que s'attire dans le monde entier l'Etat d'Israël devenu cette fois agresseur.

Dans ce climat fait à la fois de tension et d'attente qui a dominé durant le séjour de Begin aux Etats-Unis, un certain nombre d'hypothèses ont été émises sur ce que pourrait être désormais l'attitude des Palestiniens. Elles sont toutes fragiles même s'il est évident — la visite de Nadim Kaddoumi, samedi dernier, à Pierre Mauroy l'a confirmé — que les dirigeants de l'O.l.p., désormais fixés sur le caractère plus théorique que réel de la solidarité arabe à leur égard, s'efforcent d'élargir le cercle de leurs contacts politiques dans le monde occidental.

Parmi les hypothèses ainsi évoquées, celle qui résulte de la proposition du président égyptien Moubarak invitant la direction de l'O.l.p. à venir s'installer au Caire et à y constituer une sorte de gouvernement provisoire, est certainement prématurée. Mais elle n'est nullement à exclure. Certes, Yasser Arafat vient encore de répéter qu'il n'est pas prêt à la capitulation que représenterait à ses yeux le désarmement des forces palestiniennes. Mais il est clair aussi que les relations entre l'O.l.p. et l'Egypte se sont sensiblement améliorées ces derniers temps et que, pour les dirigeants palestiniens, le président Moubarak n'est plus du tout ce « traitre à la nation arabe » qu'était pour eux Anouar el-Sadate depuis sa venue à Jérusalem et la signature des accords de Camp David.

Il n'est donc pas impossible que, parallèlement à la menace qui continue à peser sur Beyrouth, une évolution politique nouvelle se dessine dans les prochaines semaines. C'est ce que souhaitent, en Israël, même un certain nombre d'hommes politiques et de groupes profondément choqués par l'agression contre le Liban. Au cours des contacts qu'ils ont eu la semaine dernière à Paris, avec des représentants de l'Elysée comme avec Lionel Jospin et d'autres responsables du P.s., l'ancien député à la Knesset Uri Avneri et le général Matti Peled, ancien membre de l'état-major israélien, se sont fait les porte-parole de ceux qui, à Jérusalem ou à Tel Aviv, refusent les solutions extrêmes et se posent des questions sur les motifs politiques et moraux de cette guerre au Liban. Ceux-là savent aussi qu'il n'y aura pas de solution durable dans la région sans que soient pris en compte les droits nationaux des Palestiniens. Il est intéressant qu'ils soient venus le dire à Paris au moment même où les représentants de l'O.l.p. — le premier secrétaire du P.s. a également reçu Ibrahim Souss — faisaient savoir qu'ils comptaient en particulier sur la France pour sortir de la tragique impasse que représente la situation présente au Liban. ●

Le Service
DARTY
TV. Electroménager, Hi-Fi, Vidéo.

La POSTE

un service public qui se met en quatre pour vous rendre service

DES SERVICES POSTAUX « TRADITIONNELS »

pour acheminer et distribuer :
— vos lettres et vos cartes postales ;
— vos envois recommandés ;
— vos paquets pour la France et l'étranger ;
— vos journaux.

DES SERVICES FINANCIERS POUR GERER VOS DEPENSES

le compte chèque postal : pour savoir où vous en êtes, un relevé de compte à chaque opération ;

la carte CCP 24/24 : votre argent à votre disposition 7 jours sur 7, 24 heures sur 24 ;

le Postchèque : pour retirer de l'argent en monnaie locale dans les bureaux de poste de plus de 30 pays ;

le compte-jeune des chèques postaux : pour les jeunes budgets, entre 16 et 18 ans.

DES SERVICES POSTAUX MOINS CONNUS

une foule de services spécialisés

Par exemple :

— pour réaliser votre prospection commerciale adressée ;

— pour distribuer des imprimés sans adresse ;

— pour faciliter les réponses de vos futurs clients (correspondances-réponse et libres réponses)...

DES SERVICES FINANCIERS POUR VOS ECONOMIES

les livrets de Caisse d'épargne : le livret A, pour des intérêts nets d'impôt ; le livret B pour des dépôts illimités ;

le livret d'épargne populaire : pour protéger vos économies et bénéficier d'une prime de garantie du pouvoir d'achat ;

l'épargne logement : pour vous constituer un capital et pour obtenir des prêts pour vous loger ;

les SICAV : pour devenir actionnaire, 3 formules qui vous dégagent des soucis d'un portefeuille de valeurs cotées en Bourse ;

AVIPOSTE : pour protéger votre famille, l'assurance vie de la Poste.

18.000 bureaux de poste sont à votre disposition le receveur de votre bureau se fera un plaisir de vous renseigner

PTT : le contact

Graphic And Co - Paris

Ministère des P.T.T. DGP/DAC - 05/82

SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE

L'HIRONDELLE

ENTREPRISE GENERALE DU BATIMENT

Rue Marcel Sembat - 93430 Villetaneuse
Tél. 821.63.55

cinéma

N° 282 - JUIN

NUMÉRO SPÉCIAL

ACTUALITÉ DE FRITZ LANG

avec Jean-Claude Biette
Claude Chabrol
Jean-Luc Godard
Benoît Jacquot
Noël Simsolo
André Téchiné
et des analyses, des études, des entretiens

•

et la fiche du Ciné-Club de TF1

•

entretien avec NATHALIE BAYE

•

Tous les films au cinéma et à la télé

•

En vente partout
et 7, rue Cadet
75009 Paris

SOCIÉTÉ CENTRALE DE BANQUE

Une banque orientée vers les P.M.E et les Particuliers ;

Des filiales insérées dans l'économie régionale.

- 5 Bd de la Madeleine 75001 PARIS

A raison d'un spectacle différent chaque soir et grâce aux Auditions Publiques du samedi soir au Dépot-vente nous connaissons des centaines de jeunes chanteurs et musiciens pleins d'énergie et de talent pour vos fêtes publiques ou privées. Nous les proposons sans intermédiaire ni commissions.

Le Dépot-vente de la Jatte
92200 Neuilly
Tél. Gérard Vacher 637.33.99

Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 878.40.73. Administration : 10, rue de Solférino 75007 Paris. - Tél. : 550.34.35. Directeur : Claude Estier ; Rédaction en chef : Nicole Chaillot, Guy Perrimond ; Grands Reporters : Michèle Kespi, Jean-Paul Liégeois ; Rédaction : Marie-José Bernardot, Martine Ducousset, Fabian Gastellier, Frédérique de Gravelaine, Emmanuèle Plas, Paul Leduc, Gilbert Sans. Secrétariat de rédaction : Claudine Dervaux (révision), Mauricette Duchemin (maquette) ; Dessins : Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Pym, Forcadell ; Photos : Pascal Lebrun ; Publicité : 12, cité Malesherbes. Tél. : 878.40.73. Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé ; Coordination : Ofres 118, Champs-Elysées, 75008 Paris. Imprimerie : E.T.C. 76190 Yvetot. Société éditrice : S.a.r.l. l'Unité ; Directeur de la publication : Nicole Chaillot ; Cadet Photocomposition, 75009 Paris.

Vous voulez que "l'Unité" se développe ...

« L'Unité » est le seul moyen d'expression d'audience nationale du Parti socialiste. C'est dire l'importance du rôle que ce journal est appelé à jouer face à une presse dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle n'est pas tendre pour la gauche au pouvoir.

Il le jouera grâce à l'effort de tous. De l'équipe qui le conçoit et le rédige, bien entendu, et qui doit pouvoir disposer de nouveaux moyens pour faire un hebdomadaire plus vivant et plus complet.

Mais l'effort nécessaire pour redonner une nouvellee dynamique à « l'Unité », nous le demandons aussi à tous nos abonnés, à tous nos lecteurs, à tous nos diffuseurs militants, à tous les adhérents du Parti socialiste. Dès maintenant, chacun doit se sentir mobilisé pour contribuer à l'accroissement rapide de la diffusion du journal par l'apport de nouveaux lecteurs. Que chacun de ceux qui nous lisent fasse un nouvel abonné et nous ferons en quelques semaines un bond en avant spectaculaire.

Le Parti socialiste a gagné au printemps dernier la bataille des élections. Il assume aujourd'hui à tous les niveaux les responsabilités du pouvoir. Il doit avoir désormais un journal à la hauteur de cette immense tâche.

Bulletin d'abonnement à retourner à

l'administration de l'unité
10, rue de Solférino 75007 PARIS

Je soussigné .....
demeurant .....
.....
désire souscrire un abonnement à « l'Unité » :
★ abonnement de six mois (150 F) ☐
★ abonnement d'un an (230 F) ☐
et vous adresse la somme correspondante ☐ par chèque bancaire
☐ ou virement au C.C.P. « l'Unité » : 2.34235J.PARIS
Les abonnés arrivés à échéance sont priés de joindre à leur réabonnement la dernière bande d'envoi du journal.
Date Signature



Carmen à Paris.

OPERA

Régine Crespin: "Chanter c'est un acte d'amour"

REGINE CRESPIN, d'accord, c'est une voix. Une voix splendide, unique ; un timbre exceptionnel. Mais Crespin, Régine c'est d'abord un personnage. Un abattage, une classe, une allure ! Et un accent, aussi, plein de soleil du Midi. Alors, avec une voix chantante, comment vouliez-vous qu'elle n'ait pas chanté ?

Et elle a chanté, la Crespin. Trente années de carrière, déjà, pour notre monstre sacré français natif de Marseille et vainqueur de Bayreuth, New York, Salzbourg, Milan, Glyndebourne... Trente années qu'elle meurt en scène, Floria Tosca ou Sieglinde ; qu'elle souffre avec la Maréchale du « Chevalier à la rose » ; qu'elle pleure avec la Charlotte de « Werther » ; qu'elle tremble de peur — la peur nue — avec l'agonie de la Première Prieure des « Dialogues des Carmélites ».

Car Régine Crespin, c'est aussi une présence scénique inouïe qu'il faut avoir vue, sentie. Une actrice hors pair, à vous couper le souffle.

Et la femme, dans tout ça ? Hop, basta, cosi les « Prime Donne », elle jette le masque. Drôlissime, la Crespin intime. Avec sa collection de chouettes, son chien Pistou et sa façon de réinventer Mistinguett en vous chantant, canaille : « On dit que je m'appelle Crespinette ! » Un phénomène. Qui aime la vie à la folie. La vie l'a-t-elle toujours aimée ? Régine qui rit, Régine qui soupire. Le lot commun de tous les artistes. Elle relève le défi : la solitude ? Il faut bien que ça n'existe pas...

Trente ans de carrière, ça se fête. D'ailleurs, pour une fois, c'est elle qui a pensé la première au cadeau : elle nous offre un livre, « la Vie et l'amour d'une femme » (1). Trois cents pages toutes simples sur le chant, la musique, Karajan, Wagner et les autres. La vie publique, la vie privée. Sans prétendre être un écrivain, elle se raconte. La scène et les coulisses. Le jour et la nuit. Les hauts et les bas... Avec tendresse, avec humour. Avec sa voix. Avé l'assent...

Crespin, tout simplement.

« L'UNITE » : Régine Crespin, vous venez d'écrire un livre : « la Vie et l'amour d'une femme ». Vos mémoires, en quelque sorte. Pourquoi, tout d'un coup, l'écriture ? Vous aviez envie de raconter votre carrière, d'en laisser un témoignage de mots en plus du témoignage discographique ?

REGINE CRESPIN : Pas seulement. Bien sûr, en écrivant mes « mémoires », il fallait bien que je raconte le chant, la carrière, tout ce que j'avais fait mais, d'une certaine façon, ce n'était qu'un paravent, un prétexte. Mon réel désir, si je vais le chercher tout au fond de moi-même, c'était de dire l'envers du décor ; de dévoiler la réalité de ce mythe qu'on appelle « Diva », « Prima Donna ». Dire la vérité qui se cache sous les apparences de fêtes, de maquillage, de fourrures, de fleurs et de champagne. On nous voit si légères... des bulles de savon ; des rêves luxueux. Des monstres capricieux, aussi. Je voulais, simplement, expliquer ce que nous sommes, ce que je suis : un être humain comme les autres, comme tout le monde, avec son paquet d'angoisses, de douleurs, de blessures...

— Mais c'est un jeu dangereux. S'il vous a ainsi idéalisée, c'est que le public a besoin de rêver... N'allez-vous pas casser son rêve ?

— Je sais bien que les gens ont besoin de se consoler de la grisaille quotidienne et que le chant, la voix, ces choses immatérielles, sont des dérivatifs parfaits. Sur scène, il faut jouer le jeu. Etre pleinement star ; régner, inaccessible, sur un podium. Il faut absolument donner au public ce qu'il attend, ce qu'il est venu chercher... Mais je suis un peu contre le fait que nous, les chanteuses, nous prolongions cette fausse image dans la vie. Là, cela devient dangereux. Pour le public comme pour nous. Regardez Callas, elle a été prise à ce piège. Au début, elle n'a pas compris ce que cela allait lui coûter. Quand elle s'en est aperçue, il était trop tard...

Lorsqu'on me dit : « Vous, Crespin, vous avez l'air d'une Prima Donna », je m'interroge toujours : pourquoi les gens s'arrêtent-ils à l'apparence, pourquoi ne grattent-ils pas un peu ce vernis ? En plus, personnellement, je ne joue aucun rôle dans ma vie privée. Je suis méridionale, extravagante... J'aime rire et porter de grands chapeaux. Mais je ne prend pas la pose...

— Star sur scène, femme en coulisses... c'est facile à concilier, ça ?

— Oh que non... Il n'est jamais aisé d'être sciemment Jekyll et Hyde ! Cette difficulté explique pourquoi beaucoup de chanteuses ont été happées, broyées par ce jeu dangereux. Parce que, si vous ne parvenez pas à être double, vous ne pouvez pas choisir la carte uniforme de la simplicité, de l'anonymat. On ne peut pas être pâle, simple en scène. On ne peut pas être de chair et d'os à l'Opéra... Alors, on plonge... Mais, heureusement, je crois qu'aujourd'hui les choses évoluent et que tout cela est en train de disparaître...

— Le crépuscule des déesses ?

— La société a changé, les gens ont moins besoin d'idoles qu'avant. C'est pareil pour tous les arts : cinéma, théâtre... Marilyn ne pourrait plus exister de nos jours... Et puis, maintenant, une cantatrice ne peut plus se contenter d'être une belle voix ; on lui demande aussi d'exister scéniquement. Parce que le théâtre a envahi l'art lyrique et que la mise en scène est arrivée jusqu'à nous. Alors les chanteuses sont un peu différentes de ce qu'elles étaient : moins évanescentes et plus réelles.

— C'est important, à votre avis, l'arrivée du théâtre dans le monde de l'opéra ?

— Très. Parce qu'un metteur en scène, c'est capital. A moins qu'on ne considère l'opéra comme une réplique vivante du disque, auquel cas il n'est pas nécessaire de jouer, de bouger, d'exister... Mais si on pense, au contraire, que l'art lyrique est un art complet, un spectacle, alors l'arrivée de la mise en scène, c'est un renouveau fabuleux. Une injection de sang neuf. Je le dis avec d'autant plus de conviction que, personnellement, j'ai plutôt connu l'époque où l'opéra n'était que musique et chant. Avec, au fond, un vague décor. La traversée du désert... Et j'en ai souffert ! A part deux ou trois exceptions, Carl Ebert à Glyndebourne, Wieland Wagner à Bayreuth, je n'ai jamais rencontré de metteur en scène capable de m'aider, de m'apprendre.

Même Bolognini, avec qui j'ai fait « Tosca » ; même le grand André Barsacq, même Raymond Rouleau ne m'ont rien apporté. Les deux premiers parce qu'ils débutaient dans l'opéra — et qu'on patauge toujours dans ces cas-là, manque de chance pour moi ! — et le troisième parce qu'il ne collait pas vraiment à l'œuvre ! Et moi, toute pétillante, affamée de savoir, je sentais bien que j'avais plein de choses à tirer de ma personnalité... Alors, instinctivement, j'ai dû, toujours, construire mes personnages, les chercher, les essayer. Les trouver, parfois... J'étais jeune, à l'apogée d'une carrière, et je ramais solitaire. Dur !

Rétrospectivement, je vois bien aujourd'hui ce que j'ai loupé ; ce que j'aurais pu mieux faire... Quand j'ai vu, à Bayreuth, le « Ring » de Patrice Chéreau, Dieu que j'ai envié Gwyneth Jones — en plus de toute l'admiration que je lui porte —, de l'avoir eu comme metteur en scène !

Cela dit, ne transformons pas le positif en négatif. Ne tombons pas dans l'excès inverse qui est de ne plus jurer que par les metteurs en scène. On a déjà souffert de l'ère des chefs, de leur toute-puissance ; ne versons pas dans l'ère de la mise en scène comme c'est, malheureusement, un peu le cas à l'heure actuelle...

— Un chef d'orchestre respecte l'avis d'une cantatrice ou bien c'est la règle de « chante et tais-toi » ?

— On n'a de problèmes qu'avec les médiocres... Je ne citerai aucun nom ! Avec les grands, on peut toujours discuter. Un chef a le pouvoir d'aider énormément le soliste et, croyez-moi, il le fait. Bon, les géants — Karajan par exemple — débarquent toujours, c'est vrai, avec leur propre conception de l'œuvre, du rôle, et vous n'avez plus qu'à vous couler dans le moule. Mais si vous y regardez de très près, ils ont raison !

— Une carrière comme la vôtre, splendide, cela se compose de quoi ?

— Je dis toujours que c'est 30 % de voix, 30 % de travail — et comment ! —, 30 % de cœur et d'âme, 10 % de chance. La chance, il en faut, indéniablement, mais ce métier, c'est surtout boulot + boulot + boulot + assiduité... Je pense que le public ne se rend pas vraiment compte — et, d'ailleurs, ce n'est pas son rôle — de ce que ça signifie « chanter ». Combien c'est dur, impalpable, empirique. On ne touche rien, on ne voit rien ; on travaille par mots, images, sensations.

La technique, c'est terrifiant. J'ai écrit un chapitre là-dessus. Pas vraiment une méthode de chant, mais une sorte de petit panorama de la cantatrice en activité quoti-

(suite en page 14)

(suite de la page 13)

dienne. Ah ! je dévoile le moins beau et le plus ennuyeux... Fini, les dorures, les spots lumineux, les robes de princesse ! Le roi est nu devant son piano : vocalises, souffle, gymnastique. Inlassablement... En racontant ça, je me suis dit que cela pourrait peut-être faire réfléchir les siffleurs à tous crins ; si cela pouvait calmer les énervés qui vous huent pour un oui, pour un non ; pour un bémol, pour un dièse !

— Et quand on a vécu de pareils moments...

— Là, c'est horrible ! On n'a peut-être pas d'excuses devant quelqu'un qui vous brandit son billet au tarif prohibitif que l'on sait, mais quand même ! Il y a toujours la possibilité, dans cet art si dur, de craquer. De fatigue, de douleur, que sais-je ? Ou, plutôt, si : je sais ! Eux nous répondent que, dans ces conditions, il ne fallait pas monter sur scène. Mais on n'entre jamais en scène avec l'intention de mal chanter ! On ne sait jamais à l'avance ce que votre corps, à cette heure soudain devenu votre ennemi, va vous réserver ! Parfois, vous vous êtes vraiment reprise en main et ça se détraque malgré vous...

Ce rapport si excessif d'amour-haine entre le public et le spectacle ; ces réponses physiques qu'il vous adresse, je crois que ça n'existe qu'à l'opéra. On ne jette pas un acteur ; on l'applaudit plus ou moins fort. Mais un chanteur, on le vide, on le vire. Littéralement. Alors, imaginez, si vous avez « craqué » en scène c'est que, déjà, vous n'allez pas bien... Résultat : ils vous achèvent. Pendant ma période noire, vers 1973, j'ai reçu, la nuit, des coups de fil anonymes. Des voix qui me lançaient : « On aura votre peau. » C'est dingue, non ?

Il y a quelques jours, vers deux heures du matin, un inconnu m'a appelée pour me dire qu'il avait fait partie de la « cabale » du Palais-Garnier. « Voilà, disait-il, je vous ai sifflée. Puis dix ans se sont écoulés et j'ai compris beaucoup de choses... Et j'ai lu votre livre alors je vous demande pardon. C'est idiot, hein ? » Moi, ça m'a profondément touchée. Je lui ai répondu que, non, ce n'était pas idiot. C'était chouette. Mais je n'ai pas pu m'empêcher d'ajouter que, malheureusement, c'était trop tard...

— Finalement, on ne sait pas tout ce que ce métier demande à ceux qui le font...

— Attention ! C'est un métier sublime ! Qui vous procure perpétuellement des joies énormes ! Mais c'est vrai qu'il y a l'envers du décor et que c'est une profession qui vous bouffe totalement ; qui vous force à un égoïsme absolu. Parce qu'on est obligé de se concentrer sur sa propre voix, sa propre santé, sa propre personne... Souvent Crespin a étouffé Régine, vous savez... Régine était là, sous la table, implorant pour avoir le droit d'exister, de s'amuser, de se détendre, de faire des bêtises, quoi ! Mais c'était impossible : place à Crespin. Il arrive, dans ces moments-là, qu'on veuille tuer la Diva ! Pour vivre, zut ! On a un rythme de vie tellement contraignant, sévère ! Moi, j'ai mis des années à accepter les soirées, les cigarettes, les sorties — toute la partie « Régine » — sans culpabiliser des nuits entières sur les conséquences que devrait payer Crespin !

— Au bout du compte, Régine a abdiqué devant Crespin ?

— Aujourd'hui, elles vont bien... réunies ! Mais ce ne fut pas toujours le cas... Lorsque j'ai refusé l'enfant que je portais parce que c'était juste avant Bayreuth et qu'on ne dit pas non à Bayreuth, la Crespin triomphait et Régine en prenait plein la gueule ! Et puis, il faut accepter la solitude, car, le plus souvent, ce métier est un handicap pour une vie de famille complète et posée. Certaines sont parvenues à vivre les deux — travail et famille — c'est bien... Mais n'allez pas croire que je suis triste, aigrie ! Je suis sereine, calme... Ça va, quoi !

— Quand on chante, on a l'impression de « servir l'art » ?

— On sert l'art, les musiciens, mais on les aime avant de les servir. Chanter, avant tout, c'est un acte d'amour, un plaisir ; la recherche de l'alliance secrète entre un rôle et soi. Personnellement, je n'ai jamais pu chanter ce qui me déplaisait. Musicalement et psychologiquement, car les deux sont liés. Il existe des rôles vocalement superbes mais scéniquement tellement plats que je ne me voyais pas dedans. J'ai refusé à Karajan l'Elisabeth du « Don Carlos » de Verdi. Faut oser ! Il me poursuivait pour me convaincre et moi, je boudais ! Je lui disais : « Oui, elle a un très bel air mais au cinquième acte, quand tout le monde en a marre ! Elle promène de jolis costumes, c'est tout... » En fait, il y a des rôles qui vous parlent plus que d'autres. La Sieglinde de Wagner, par exemple, elle ne me parlait pas, elle me provoquait littéralement. Tellement que j'en étais folle !

— Aujourd'hui, les chanteurs se lancent un peu rapidement dans n'importe quels rôles...

— C'est vrai qu'on ne voit plus, à l'heure actuelle, des carrières qui savent sagement s'étaler sur vingt — trente années. Les jeunes vont vite. Ça doit être lié à cette fin de siècle si rapide. Ils ont peut-être le sentiment que les carrières sont plus courtes, de nos jours, qu'il faut se précipiter. En plus, le jet, cette invention qui semble faite pour tuer une voix, leur permet de chanter un jour à New York et le lendemain à Mexico. Sans parler des maestros-dieux qui proposent tout et n'importe quoi qu'on ne refuse pas parce que c'est une offre venue d'en haut ! Ça, c'est grave.

— Mais l'art lyrique, lui, ne s'est jamais aussi bien porté. Que pensez-vous de ce renouveau ?

— C'est très français. En Italie, aux Etats-Unis, l'engouement pour l'art lyrique n'a jamais cessé. Ici, nous avons connu une forte période de dépression, après la guerre. Et cela a duré dix, quinze années pendant lesquelles le niveau était au plus bas. J'en sais quelque chose, j'ai débuté dans les années cinquante ! Ce renouveau, d'une certaine façon, on le doit à Rolf Liebermann. Son passage a peut-être nécessité beaucoup d'argent, mais il fut décisif.

— Mais on vit sur le passé ; on ne crée plus rien...

— Oh, en gros, depuis « Wozzeck » de Berg, on n'a plus rien créé. Cela fait un siècle qu'on vit sur deux siècles de créations. Un opéra, ça prend quatre à cinq années de la vie d'un musicien, et comme ça coûte très cher à monter, l'auteur ne sait jamais si son œuvre verra le jour. Alors, il préfère se consacrer à des symphonies, des ballets.

— Pour vous qui avez créé les « Dialogues des Carmélites » de Francis Poulenc, en 1957, ça représente quoi, l'aventure d'une grande première mondiale ?

— Oh ! quand j'ai accepté le rôle de la Seconde Prieure, je n'ai pas une seule fois pensé que je gravais mon nom dans une étape décisive de l'opéra ! On a tellement le nez collé dans sa partition, qu'on ne voit pas plus loin qu'une triple croche ! Mais, au début, lorsque le grand Poulenc est venu voir l'inconnue Crespin pour lui offrir le rôle, vous savez ce qu'elle a fait, l'inconnue Crespin ? Elle a piqué sa colère parce qu'elle ne voulait pas qu'on mette de la musique sur le texte de Bernanos. Rien moins ! Heureusement que Poulenc n'était pas, lui, du genre star qui se vexe facilement ! Cela dit, cet opéra, je ne l'ai réellement apprécié que vingt ans après, quand j'ai abordé le rôle fascinant de la Première Prieure. Là, j'ai compris que c'était un chef-d'œuvre.

— A côté de ces rôles sombres, durs, vous vous êtes gardé un jardin secret : Offenbach. Pour rétablir l'équilibre ?

— Offenbach, c'est récent. Ça date de 1973. J'avais fait un disque puis un récital, à New York, avec des airs d'opérette et j'ai vu arriver un manager de chez C.b.s. qui m'a dit : « Quel Offenbach, quand, où ? » Tout le monde a ri mais j'ai relevé le défi en choisissant « la Grande Duchesse de Gerolstein », que je chante partout pour mon plus grand bonheur. Ecoutez, sincèrement, j'ai passé ma carrière à mourir en scène ou — au meilleur des cas — à tuer mes partenaires. Quand je ne faisais pas les deux (coucou, Tosca !). Alors, pour une fois que je m'amuse !

— Mais on ne vous a pas dit que ce répertoire ne faisait pas « sérieux » ?

— Que si ! Et c'est encore une réaction typiquement française. Comme quoi il y aurait le noble et le vulgaire ! Mais en Allemagne, les plus grands — Elisabeth Schwarzkopf, Hilde Güden — ont chanté l'opérette ; en Espagne, les Montserrat Caballe, les José Carreras chantent des « Zarzuelas » et on ne les boude pas ! En plus, vocalement, c'est très dur ! Alors vraiment, quand on me regarde en biais pour me dire que je suis « tombée de mon piédestal », je rigole et je réponds que je ne me suis pas fait mal !

— Vous êtes aussi professeur au Conservatoire de Paris. Cela vous a apporté beaucoup ?

— Ce qu'il y a de merveilleux, c'est de pouvoir transmettre ce qui a été votre travail, vos recherches... De leur côté, les élèves vous donnent énormément. Leur personnalité, leur enthousiasme, leur jeunesse... La principale qualité d'un professeur, je crois bien que c'est l'écoute. Ne pas dire « Moi je, », mais se mettre au diapason des autres. Ne pas oublier ce qu'on a fait puisqu'il faut l'offrir, mais s'oublier soi. Je ne cherche pas à refaire des Crespin, mais j'aimerais bien qu'une élève prenne le meilleur de moi-même pour se réaliser, elle, pleinement.

— Que diriez-vous à quelqu'un de très jeune qui croirait avoir une voix et désirerait tenter l'aventure ?

— De la tenter s'il a les qualités nécessaires. Mais de s'abstenir s'il ne possède pas ces qualités — qui ne sont pas que vocales ; qui sont aussi psychologiques : une force, une volonté sans relâche, le courage du travail acharné. Si on peut le faire, alors, oui, qu'on prenne cette route. Vous verrez, c'est sublime. Il faut foncer, se battre mais, au bout, le chant... C'est quelque chose de tellement grand ! Alors, je dirai aussi qu'il faut des qualités d'humilité. Beaucoup d'humilité. Savoir se remettre en question, ne jamais croire être arrivé au but. En résumé : travailler sérieusement et ne jamais se prendre au sérieux.

(Propos recueillis par Fabian Gastellier)

---

(1) « La Vie et l'amour d'une femme » par Régine Crespin. Editions Fayard. 317 pages. 75 francs.



La Grande Duchesse de Gerolstein.



Dialogues des Carmélites.



Le Chevalier à la rose.

DISCOGRAPHIE

Avant de retrouver Régine Crespin, la saison prochaine, à l'Opéra-Comique où elle sera la Première Prieure des « Dialogues des Carmélites », on peut toujours s'offrir une balade dans une discographie superbe que Decca et Pathé Marconi viennent d'enrichir de rééditions. Et faire un choix parmi la trentaine de titres disponibles.

Régine Crespin à l'Opéra, en intégrale, c'est avant tout Wagner et Strauss. Sa Sieglinde du « Ring » de Georg Solti (« La Walkyrie » - Decca) et sa Brünnhilde tellement humaine, avec Karajan (« La Walkyrie » - D.g.g.). Chez Richard Strauss, elle est, pour l'éternité, la seule Maréchale capable de rivaliser avec Schwarzkopf (« le Chevalier à la rose », direction Georg Solti - Decca) et, qui sait, de l'emporter...

Régine Crespin toute seule, c'est encore Wagner et un récit de Kundry, des Wesendonck Lieder à faire pâlir Kirsten Flagstad elle-même (Pathé Marconi - référence C 069-16320). C'est aussi Ravel avec « Sheherazade » et Berlioz avec « les Nuits d'été » (Decca) qu'on se surprend toujours à écouter, inlassablement, des heures durant, tellement la voix, le phrasé sont indescriptibles. Et puis les « airs d'opéras italiens » (Decca - référence 59 2039 - BA 342) dont, par-dessus tout, on extirpera l'air du « Trouvère » pour rêver sur les pianissimi, l'air de « Madame Butterfly » pour comprendre tout ce qu'une voix peut dévoiler comme émotion et l'air de la « Gioconda », à frémir...

Jusque dans Offenbach et l'opérette (« la Grande Duchesse de Gerolstein », « la Perichole » - C.b.s. ; Récital d'Opérette - Decca), Régine Crespin démontre ce qu'est l'intelligence du chant. Plus que la beauté, plus que l'émotion, plus que la perfection, c'est ce je ne sais quoi qui vous va droit au cœur.

Coll. Fondation Gabriel Péri

Culture au fil des jours

Théâtre : Benno Besson entre Genève et le T.e.p.

Ça y est ! C'est... presque fait ! le XXe arrondissement de Paris pourra bientôt récupérer un théâtre décent. En effet, Jack Lang l'ayant décidé, le Théâtre de l'Est parisien, qui croupissait rue Malte-Brun sous les fuites d'eau, les courants d'air et les fissures (voir « l'Unité » nº 440), sera reconstruit. Mais pas avant 84, le temps d'aménager en lieu de spectacle la salle de répétition et, ainsi, d'assurer la transition. De ce fait, la prochaine saison s'affichera encore dans les velours délavés et sur le parquet grinçant... Mais, bon, puisqu'on nous promet le lifting, on s'accommodera bien encore une fois des rides !

Pour ses derniers feux, l'actuelle salle du T.e.p. présentera quatre spectacles dont deux porteront la griffe du metteur en scène Benno Besson, actuellement directeur de la Comédie de Genève, mais aussi — et surtout — copain de longue date du T.e.p. où, jadis, il monta deux Shakespeare.

Aux côtés d'une nouvelle pièce de Charles Tordjman (« En chantier », du 19 octobre au 28 novembre), d'un spectacle monumental de Denis Llorca (« les Possédés » de Dostoïevski en deux soirées pour le mois de décembre) et des Pip Simmons (15 février - 27 mars), la salle de la rue Malte-Brun recevra donc Benno Besson. Pour un travail qu'il signera (« l'Oiseau vert » de Carlo Gozzi — 4 janvier-6 février) et pour une création de Gabriel Garcia Marquez («l'Incroyable Histoire de la candide Erendira » — 8 avril-4 juin) qu'il a commandée à Augusto Boal pour la Comédie de Genève.

Ces retrouvailles, cette politique d'accueil marquent nettement la volonté qu'a le Théâtre de l'Est parisien de s'ouvrir aux pays frontaliers, aux pratiques théâtrales voisines. « C'est un désir d'échange, précise Emmanuel de Véricourt, directeur délégué. Pas seulement une opération "portes ouvertes", mais plutôt la première pierre d'un véritable brassage des cultures qui permettra de mieux réfléchir à ce que représente, aujourd'hui, dans tel ou tel pays, l'art théâtral. » Italie, Espagne, Allemagne, plus loin encore... La direction du T.e.p. ne cache pas ses rêves de grand large artistique. Pour l'heure, concrètement, le coup d'envoi de ce « festival des nations » sera donné par la Suisse.

Collaborateur de Brecht, ancien directeur de la Volksbühne de Berlin (qu'il quitta en 1977), Benno Besson est pourtant tout ce qu'il y a de plus vaudois. Longtemps paralysé par ses origines, son accent (pourtant inexistant ! mais, tout ça, c'est dans la tête...), Besson s'était enfui très tôt de sa patrie calme, verte, montagneuse, où les enseignes de banques et de joailliers s'alignent imperturbablement dans un ordre impeccable... Aujourd'hui, bizarrement, il rentre au bercail.

Benno Besson vise loin. Trop loin, trop vite ? En déclarant à voix haute qu'il n'a rien à faire de la notion de « service public » ; qu'il ne pense pas « mettre en scène pour les gens » mais bien plus pour lui-même, dans un esprit de recherche ; en affichant, pour sa première saison suisse, Gozzi, Théodore de Bèze, Jacques Probst (un auteur autochtone), Pirandello, Garcia Marquez, Brecht et — ouf ! terrain connu — Shakespeare, il risque fort d'effaroucher le Genevois. Ne s'est-on pas déjà plaint, en coulisses, de voir la Comédie de Genève « prendre un sérieux virage à gauche » ?

Raison de plus pour, de France et d'ailleurs, soutenir Benno Besson. Car parler de Brecht et de Garcia Marquez en R.f.a., en R.d.a., ou même à Paris, c'est facile ; mais faire éclater les fables du soldat Schweyk ou les révolutions latino-américaines dans le pays du chocolat et des horloges, ce n'est pas évident.

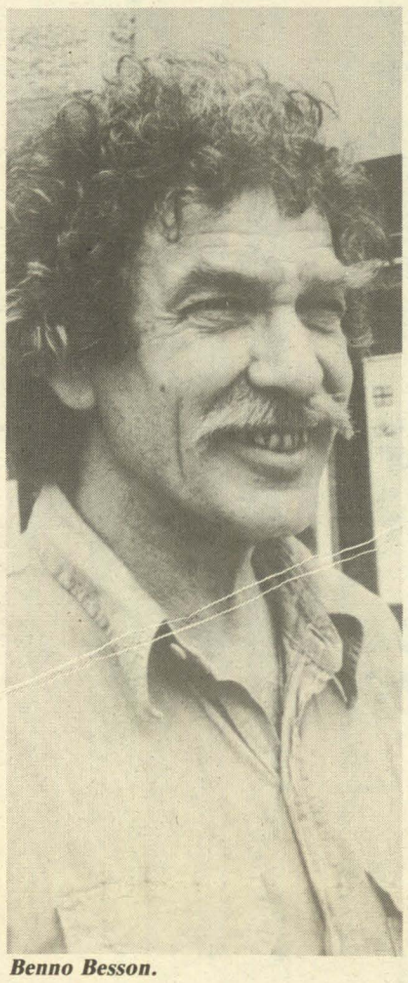
Benno Besson lance un pari qui est loin d'être gagné. Afin qu'il ne soit pas perdu d'avance, il a besoin de nous. Si vous passez, l'an prochain, par le T.e.p. ou par Genève, faites-lui signe...

FABIAN GASTELLIER

Festival : le Salzbourg de la banlieue nord

Un festival de musique en été. Où l'on peut applaudir Rostropovitch, Ozawa, Ruggero Raimondi, Cathy Berberian, Miguel Angel Estrella, l'Orchestre national de France, Teresa Berganza, Riccardo Muti... Où l'on peut entendre le « Requiem » de Verdi, le « Stabat Mater » de Rossini, « la Damnation de Faust » de Berlioz et, en vrac, du Mauricio Kagel, du Penderecki, du Xenakis... Vous cherchez, hein ? Avouez... Vous vous promenez loin, dans la géographie de la musique luxueuse, Salzbourg, Bayreuth, Aix... Vous n'y êtes pas du tout. Ce festival unique, fabuleux, vous le trouverez tout près de Paris, dans une banlieue urbaine nommée Saint-Denis. Pas besoin de faire votre valise pour le voyage : c'est direct par le métro. Pas besoin d'économiser une fortune pour le prix des places : elles ne dépassent jamais 65 F !

Le festival de Saint-Denis a déjà treize ans d'âge mais seulement cinq années de réelle émancipation, de maturité. Au début vint la simple envie d'illuminer la célèbre basilique pour quelques soirs en lui mettant un orchestre sous la nef. Une façon



Benno Besson.

comme une autre de servir la musique et les monuments historiques. Mais, très vite, le vent devait tourner. Grâce à la ténacité de son actuel directeur, Jean-Pierre Le Pavec, le festival allait prendre une allure plus personnelle, plus musclée. Mais aussi plus périlleuse : l'ouverture à la musique contemporaine, ce n'était pas évident. Tout comme pouvaient sembler absurdes, d'ailleurs, ces trois semaines musicales installées au cœur d'une cité ouvrière fortement touchée par le chômage. Pourtant, la municipalité a marché à fond. Résultat : une fréquentation en hausse régulière (9 000 personnes l'an dernier ; 18 000 cette année) et, surtout, un public de plus en plus « local ». Là se situe la double réussite du festival : amener à la musique toutes les couches sociales possibles en leur offrant un plateau d'une qualité internationale et non pas seulement la chorale Dugommier. L'art pour tous, sous forme de volonté politique. Pas sous forme de B.A. !

Subventionné presque entièrement par la ville de Saint-Denis (avec quelques apports de l'Etat, du Conseil général et des Monuments historiques), le festival fonctionnait jusqu'à présent sur la somme dérisoire de 320 000 F. A Salzbourg, on appellerait ça un post-scriptum monétaire... Aujourd'hui que la France a changé de gouvernement, Jean-Pierre Le Pavec espère obtenir une meilleure subvention de l'Etat. Histoire de faire un pas de plus en attendant la consécration. Ou, plus exactement, en attendant d'être reconnu ; d'obtenir un réel statut. « Nous sommes encore bancals, précise Jean-Pierre Le Pavec. Pourquoi ne deviendrions-nous pas le festival de l'oratorio ? » En effet, pourquoi pas ?

Plus fort d'année en année, le festival de Saint-Denis va encore se transformer, muer. Pour la prochaine saison, où l'on nous annonce d'ores et déjà Jessye Norman, il s'ouvrira à la danse-rock avec, entre autres, Karole Armitage. Mais une chose est sûre : ce festival n'aurait pas pu réussir si les stars contactées au début, pour le coup de poker, n'avaient pas tenté l'aventure. Si Raimondi avait préféré les dorures du Palais-Garnier au bois rude de la banlieue ; si Margarita Castro-Alberty, Jean-Claude Casadessus avaient boudé ; si le grandissime



Marie Chaix.



Teresa Berganza.

Riccardo Muti, habitué du « mai florentin », avait dédaigné le « juin » de Saint-Denis. Et c'est cela qui est beau : qu'aux côtés d'une municipalité et d'une équipe prêtes à se battre les plus grandes vedettes aient répondu « présent ».

F.G.

**** Festival de Saint-Denis jusqu'au 1er juillet. Renseignements : 243.30.97.***

Livres : sur les écrans de papier

L'industrie cinématographique est traditionnellement active dans la période qui suit le festival international du film de Cannes. Mais cette activité ne se limite pas aux écrans blancs des salles obscures. Elle s'accompagne en permanence d'une intense production éditoriale dont la vitalité, dans notre pays, ne se dément pas au fil des années. De cette production nous avons sélectionné — arbitrairement comme pour toute sélection — les ouvrages susceptibles de retenir l'attention des lecteurs cinéphiles de « l'Unité ».

Le « Carlos Saura » de Marcel Oms fera date. Exposé rigoureusement chronologique, il replace l'auteur et l'œuvre dans leur contexte historique et politique. On ne peut comprendre tout Saura sans suivre du même coup l'évolution de la société espagnole moderne. Dans la même collection « cinégraphiques » (aux éditions Edilig) à signaler un « Robert Altman » et un « Luigi Comencini ». Chez Belfond, Jean Duflot publie un Pier Paolo Pasolini, « les Dernières Paroles d'un impie », qui constitue le testament spirituel et politique du cinéaste, écrivain, poète. Pasolini, c'est toujours, aujourd'hui encore, un itinéraire intellectuel irremplaçable, accompagné d'une persistante odeur de soufre et de fagot. On s'en voudrait de ne pas citer ici les mémoires de Luis Buñuel, « Mon dernier soupir » (Robert Laffont), écrites en collaboration avec son ami Jean-Claude Carrière. Mais pour tous ceux qui connaissent déjà bien l'œuvre de Buñuel, ce nouvel ouvrage sera surtout intéressant pour la somme d'anecdotes, accompagnant la vie de l'auteur, qu'il nous livre.



Pier Paolo Pasolini.

Les éditions de l'Equerre, en collaboration avec le Centre Georges Pompidou, publient une nouvelle collection « cinéma/pluriel », illustrant les courants majeurs du 7e art qui ont marqué l'histoire depuis près d'un siècle. Signalons particulièrement « le cinéma russe et soviétique » sous la direction de Jean-Loup Passek. Dans « les Conquérants d'un nouveau monde » (idées/Gallimard), Michel Ciment mêle avec art la recherche historique, l'étude des formes et l'analyse de quelques grands metteurs en scène : un essai foisonnant sur le cinéma américain. Francis Lacassin, lui, grand spécialiste français de la B.d., vient de sortir (chez Henri Veyrier) son « Tarzan ou le chevalier crispé » : une première en France et une somme définitive sur l'un des mythes les plus célèbres du monde... depuis 1912.

Autre première, le numéro 16 de la revue CinémAction (7, rue de l'Ecole Polytechnique, Paris 5e), consacré aux « cinémas paysans », une autre forme de mythe, celui-là ordinairement occulté. Un document précieux qui, donnant la parole aux cinéastes, demeurera longtemps un instrument de référence.

Rappelons enfin l'existence de deux revues consacrées à l'actualité cinématographique qui, pour ne pas être les plus connues ni posséder les plus forts tirages, n'en présentent pas moins un intérêt certain. « Jeune Cinéma » d'abord ; au sommaire des derniers numéros 142 et 143 de mai et juin, des articles et études sur Warren Beatty, Sam Peckinpah, Ingmar Bergman, etc. (« Jeune cinéma », revue mensuelle de la Fédération Jean Vigo, 8, rue Lamarck, Paris 18e). Le numéro 20 de « Cinéma politique » ensuite, sans doute la revue française la plus obstinée, la plus spontanée et, comme son titre l'indique, la plus engagée (à gauche). Au sommaire : une interview de Volker Schlondorff, de nombreuses fiches cinématographiques, etc. « Cinéma politique » a également publié un numéro hors série consacré au vieux cinéaste révolutionnaire Joris Ivens, qui s'affirme comme le document le plus complet et le plus sérieux sur le sujet (20 F, à « Cinéma politique » 20, bd de l'Hôpital, Paris 5e).

GILBERT SANS

Voir Venise et s'aimer

Venise en hiver. Le dédale des rues sous la neige, sous l'« acqua alta ». Le froid glacial d'un palais, sur un campiello désert. Deux femmes, l'une italienne, l'autre française. Un homme entre elles, disparu. Deux histoires d'amour achevées qui vont lentement se reconstruire par la parole, la confession ; puis se fondre, se transcender en un nouveau départ, imprévu. Leonora a aimé Julien. Gabrielle aussi. Pourquoi ne s'aimeraient-elles pas à leur tour ?

Ainsi se tisse la trame du « Salon des anges », le dernier roman de Marie Chaix. En un jeu de miroirs et d'éclairages obliques où les identités se troublent, se dédoublent ; où les regards se cherchent. Ecrite tantôt à la première personne (lorsque Gabrielle raconte et se raconte), tantôt à la troisième, cette romance vénitienne est un récit à tiroirs secrets, où Marie Chaix s'amuse à noyer le lecteur sous un flot de mystères, de non-dits, de sensations fausses tout en le promenant à travers les âges. Plusieurs histoires, en effet, composent ce « Salon des anges » — celle des deux femmes, d'abord ; celle de leur ancienne passion respective pour Julien, ensuite ; celle, en biais, de l'homme aimé ; celle, enfin, de Venise. On ne choisit pas impunément la Sérénissime comme toile de fond. Venise accuse tant d'années qu'inévitablement, irrémédiablement, son propre passé vient jouer sa petite musique. Ici, Venise c'est Isabella, la mère de Leonora, morte suicidée dans le fameux salon (la « sala dei putti ») — cette pièce à jamais fermée, condamnée, et qui recèle pour l'éternité les fastes évanouis de la Cité des Doges : bals costumés, parfums trop capiteux, airs d'opéra...

L'opéra n'est, d'ailleurs, jamais très loin de l'écriture de Marie Chaix. La musique plane dans l'air — musique verdienne, lourde de complots, de drames, de vengeance, d'histoires d'amours impossibles... Mais trop c'est trop. Venise, les confidences, l'opéra — tout cela compose un univers de pièges dans lequel Marie Chaix n'a pu éviter de tomber. Certes, « le Salon des anges » n'est pas dénué de charme, mais il manque à ce portrait par transparence, à cette esquisse musicale d'une initiation amoureuse, le coup de patte qui transforme la simple ballade littéraire en véritable roman. Lorsqu'on veut jouer des silhouettes et non de la chair, du silence et non des mots, des miroirs et non des présences réelles, et, qu'en plus on plante son décor à Venise, il faut, pour s'en tirer, une plume autrement fine et forte que celle de Marie Chaix.

Il faut carrément être Henry James et écrire « les Ailes de la colombe » chef-d'œuvre auquel la Gabrielle de Marie Chaix fait d'ailleurs allusion.

Bon. N'écrasons pas sous les comparaisons impossibles ce qui n'est qu'un fragile essai d'une centaine de pages. Laissons « le Salon des anges » nous raconter sa propre histoire et rêvons avec. En regrettant seulement que Marie Chaix n'ait pas eu un meilleur sens de l'équilibre, du dosage. Un peu moins de clichés et un peu plus de psychologie ; un peu moins de sombres mystères et un peu plus de simplicité dans la narration auraient suffi pour donner à ce livre le parfum d'enchantement qui lui manque.

F.G.

**** « le Salon des anges » par Marie Chaix. Editions du Seuil. 176 pages. 52 F.***

Diffusion N.m.p.p. - Commission paritaire nº 52325

LA PROMESSE DE L'AUBE



Le soleil est la seule source d'énergies renouvelables inépuisables à l'échelle humaine.

Depuis des années, sur tout le territoire national, des centaines de particuliers et de collectivités utilisent chaque jour ces énergies. Pour mieux faire connaître ces potentialités énergétiques, le Comité d'Action pour le Solaire organise 2 journées portes ouvertes sur les énergies solaires les 25 et 26 juin. Deux journées au cours desquelles les utilisateurs donnent rendez-vous à tous les Français, et les invitent à venir voir fonctionner leurs installations.

Vous trouverez leurs adresses ainsi que celles de tous les constructeurs de matériels solaires dans le Guide de la France solaire, en vente chez tous les marchands de journaux. Vous avez rendez-vous avec la France qui croit au solaire.

SURFACE

LA FRANCE CROIT AU SOLEIL.

COMITE D'ACTION POUR LE SOLAIRE. 8, rue de Richelieu - PARIS 75001.